

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 23. — 14 Février 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

La comédie des assurances sociales

La loi sur les assurances sociales a été votée à l'unanimité par les Chambres. Un long intervalle était prévu entre l'approbation parlementaire et la date d'entrée en vigueur, 5 février 1930, afin que le règlement d'administration publique indispensable pour fixer les modalités d'application puisse être établi. Le 5 février est passé. Loi et règlement ont paru à l'Officiel. Ils restent inappliqués. Le gouvernement, harcelé par les intérêts puissants dont il est le docile serviteur, dresse des « rectificatifs », prodigue les déclarations, ajourne l'application définitive de la loi au 5 avril, d'abord, puis au 1er juillet. C'est le requin Tardieu lui-même, qui en donne sa parole. Le 1er juillet, au plus tard...

L'Humanité affirme que le gouvernement recule « sous la pression des masses ». Mais les masses n'ont guère bougé à propos des assurances sociales. Elles sont, en général, restées plutôt méfiantes devant ce « cadeau » de la bourgeoisie. Elles ont été surprises par une imputation du salaire. Et ni le Parti communiste, ni la C.G.T.U. ne les ont aidées à voir clair dans ces affaires compliquées : leurs dirigeants n'ont jamais su que dire, quelle tactique proposer, quels conseils donner. Une faillite complète et qui crève les yeux.

Ceux qui sont actuellement le plus intéressés à l'application réelle de la loi, ce sont les amis de Jouhaux, les chefs de la C.G.T. Lafayette. Ils devraient tenter de dresser les ouvriers contre le sabotage dont la loi est ouvertement menacée. Pourtant, ils ne réagissent que mollement : des articles de journaux, rien de plus. Pourquoi ? D'abord parce qu'ils sont des hommes d'ordre ; ils ne songent plus à descendre dans la rue depuis qu'ils fréquentent les patrons, les gouvernants avec lesquels ils se rencontrent dans toutes sortes d'organisations, en une liaison permanente. Ensuite parce qu'ils se contenteront de la loi telle que la bourgeoisie consentira finalement à la faire. Si étriquée qu'elle soit, elle constituera pour eux ce qu'ils appellent une « réalisation ». Elle leur permettra de renforcer leur appareil bureaucratique, d'accroître leur petite armée de fonctionnaires qui sont autant d'agents de propagande, de consolider et d'étendre leur influence. Et puis quel beau sujet que les imperfections de la loi pour formuler un programme d'action « syndical » qu'on soumet aux candidats lors des élections !

Tout cela est parfaitement clair. Ce qui peut le paraître moins, c'est l'attitude de la bourgeoisie. Pourquoi ses délégués au Parlement ont-ils voté une loi dont elle ne veut point ? Pour expliquer cette contradiction, il nous faut préciser le caractère essentiel d'une loi de ce genre.

Les lois dites sociales sont des lois contre le socialisme. Mais, dira-t-on, les ouvriers en profitent, ils en tirent toujours au moins quelque avantage. Sans doute, mais quand la bourgeoisie les accorde c'est parce qu'elle craint pire ; elles sont pour elles la part du feu. Avec les assurances sociales, ce caractère anti-socialiste de la loi est d'autant plus facile à dégager qu'il se manifeste avec évidence à l'origine.

Les assurances sociales sont nées, on le sait, en Allemagne. C'est Bismarck qui en fut le père. Hobereau d'origine, il était assez mal disposé à l'égard des industriels, en tout cas plutôt enclin à des mesures de socialisme d'Etat pour la protection des ouvriers. Il ne veut point gêner les fabricants dans l'âpre concurrence sur le marché européen, mais il pense que l'Etat a, vis-à-vis des ouvriers, des devoirs, qu'il doit leur assurer du travail quand ils sont valides, des soins quand ils sont malades, du pain quand ils sont infirmes et vieux. Les assurances sociales en germe, comme on le voit : assurances contre le chômage, contre la maladie, contre l'invalidité et contre la vieillesse.

Mais ce paternalisme foncier de Bismarck ne vint à se manifester et à s'exercer d'une manière systématique que dans des conditions très précises et comme corollaire d'autres mesures, prenant ainsi sa signification véritable.

Le paternalisme foncier de Bismarck lui fournit alors l'occasion de formuler une théorie de l'art de gouverner : la répression ne peut pas suffire, il faut la compléter par des lois sociales protégeant les ouvriers. Sur ce thème, un message de l'empereur lu au Reichstag

étaient encore hantés par le souvenir de la Commune. En Allemagne, la social-démocratie faisait de rapides progrès. Bismarck qui veillait, attentif, sur l'empire naissant, en était inquiet. Coup sur coup, deux attentats furent dirigés contre l'empereur, dont les auteurs n'étaient d'ailleurs pas socialistes. Il mit à profit l'émotion causée pour proclamer la social-démocratie hors la loi. En deux jours, la presse était bâillonnée, le droit de réunion supprimé, les suspects étaient incarcérés. C'était, pour les socialistes, le régime de l'état de siège, tout le pouvoir étant entre les mains de la police qui perquisitionnait et emprisonnait à son gré. Une véritable terreur blanche.

Le paternalisme foncier de Bismarck

Il faut sauver Racovsky

En même temps que, pour faire face aux difficultés accrues de sa politique paysanne, Staline use tour à tour des propositions défigurées de l'opposition communiste dont les événements confirment les analyses, ou d'un ultra-gauchisme plein de périls, il s'acharne de plus en plus brutalement sur la personne des communistes de gauche qui persistent, dangereusement pour lui, à voir juste et à représenter la politique lucide de la révolution prolétarienne. Hier, c'était l'assassinat policier de Bloumkin. Aujourd'hui, nous parvenons les nouvelles les plus alarmantes sur la santé de Racovsky.

Christian Racovsky est atteint de paludisme et souffre gravement du cœur. Les médecins ordonnent de la façon la plus catégorique un séjour au Caucase. Le bureau politique refusa. Déporté avec sa femme malade dans l'hiver sibérien, Racovsky, à Barnaoul, est exposé, dans des conditions de vie misérables, à des froids de 40 et 50° au-dessous de zéro. A plusieurs reprises, notre camarade a eu des crises cardiaques de plus en plus inquiétantes.

D'autre part, les habituels procédés employés pour réduire les oppositionnels par la souffrance et la famine ont été mis en œuvre contre lui : on lui a coupé les vivres en lui refusant le travail historique qui lui avait été commandé.

Les ouvriers français se souviennent du rôle joué en France par Racovsky, alors qu'il représentait l'Etat prolétarien, avant que la rage du « Matin » et la haine de Staline conjuguées ne lui aient donné pour remplaçants le soliveau Dovgalevsky doublé du traître Bessedovsky. Ils connaissent sa vie héroïque et valeureuse, tout entière consacrée à la révolution, depuis les émeutes des campagnes roumaines jusqu'à son inflexible résistance devant la dégénérescence stalinienne.

Les bureaucrates du secrétariat préparent un nouvel assassinat. Les ouvriers ne laisseront pas persécuter cruellement, pour sa fidélité à leur cause, un des militants les plus éprouvés et les plus nécessaires. Pour la défense révolutionnaire, à l'aide de Racovsky !

Quant aux communistes qui ont fait si légèrement écho aux basses sottises social-démocrates sur « la capitulation des oppositionnels », qu'ils mesurent leur aberration à l'acharnement de l'appareil et à la fière fermeté de Christian Racovsky.

LA VERITE.

guérison des maux sociaux n'était pas à chercher seulement dans la répression des excès socialistes. Il fallait augmenter par des dons réels le bien-être des ouvriers ».

Les assurances sociales furent donc, aux mains de Bismarck, une arme et des plus puissantes dans sa lutte contre le socialisme.

En France, l'histoire se répète. Au lendemain de la guerre, la bourgeoisie tremblait devant la menace révolutionnaire. Elle se résigna à faire des concessions, à octroyer aux ouvriers la journée de huit heures. Les chefs réformistes — ses agents dans les organisations ouvrières — avaient là un argument contre les communistes : on pouvait aller au socialisme sans révolution, par une évolution progressive. De même avec les assurances sociales.

Mais la bourgeoisie est maintenant moins inquiète. Elle ne voit plus le danger révolutionnaire aux portes. Les chefs réformistes, longtemps débordés par les ouvriers révolutionnaires, ont dirigés du parti socialiste la persuade qu'il n'est pas si difficile de maîtriser le communisme, qu'un Tardieu suffit.

D'où sa nouvelle attitude à l'égard des assurances sociales, les campagnes de la « grande presse » contre la « loi folle », les jérémiades des industriels et des commerçants affirmant qu'ils seront écrasés sous le faix, et l'élevation des prix dès maintenant, avant l'application de la loi, pour ne perdre aucune occasion de profit et du même coup renforcer le courant d'opinion hostile aux assurances sociales.

La C.G.T.U. aurait aujourd'hui une position singulièrement forte devant la classe ouvrière si elle avait su, dès le début, montrer le caractère fondamental de la loi et, en regard, ce qu'elle devraient être de vraies assurances sociales.

A présent, les possibilités d'action sont limitées du fait que c'est la bourgeoisie elle-même qui veut reprendre ce qu'elle n'a encore que promis. Les choses sont trop avancées pour qu'elle y puisse réussir. Elle devra se borner à restreindre le plus possible la portée de la loi. Mais ce qu'elle maintiendra en son plein c'est le versement ouvrier par le prélèvement sur le salaire. Et c'est sur ce point que communistes et unitaires feront porter leur effort. La lutte contre le versement ouvrier sera l'occasion de donner un nouvel élan à la lutte pour l'augmentation générale des salaires.

A. ROSMER.

Lire en 2° page:

Le cas Piquemal.

En 3° page:

La mêlée de Londres, par P. Siozoff.

En 4° page:

La « Troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste :

L'art de l'orientation, par L. Trotsky.

LA SEMAINE

Classe contre classe.

Lors de la discussion du budget de l'Air, Doriot est intervenu au nom du parti. S'il avait montré que ce nouveau ministère est un troisième ministère de la guerre, qui absorbe chaque année des sommes de plus en plus considérables et s'il avait dénoncé la duplicité des socialistes votant contre ce budget tout en permettant à Renaudel de le rapporter, il aurait ainsi bien utilisé la tribune de la Chambre pour la propagande communiste. Mais Doriot a dit bien d'autres choses. Parlant des mesures ayant pour but d'éloigner les industries aéronautiques de l'agglomération parisienne, il déclare :

La fuite de l'industrie aéronautique organisée par le ministre de l'air n'est guère rassurante pour le reste de l'agglomération parisienne. Elle signifie incontestablement que vous faites le sacrifice de Paris, des quatre millions de travailleurs rassemblés dans cette région. Votre départ, votre décentralisation est l'aveu d'immenses catastrophes qui menacent l'agglomération parisienne.

Autrement dit, Doriot déplore qu'on ne s'occupe pas de la défense de Paris.

Puis un exposé sur les questions de sécurité dont voici quelques extraits :

Nous constatons aussi que, dans les camps d'aviation, on manque d'une réglementation sérieuse pour le pilotage, notamment pour les départs.

On signale que, souvent, les accidents sont provoqués par le fait que le pilote est parti avec vent de côté, au lieu de partir avec vent debout. Il me semble que les appareils de signalisation, dans les camps, ne sont pas suffisamment utilisés, ou que, en tout cas, il y a lieu d'appliquer une règle plus sérieuse.

J'avais fait observer aussi qu'il était nécessaire d'établir des pistes de départ en ciment. On a fait la même observation ce matin ; je n'y insiste pas.

Un grand nombre d'accidents sont dus à des ruptures d'hélice. Je pense qu'il faut remplacer les hélices en bois, qui peuvent se rompre en cours de vol, par des hélices métalliques.

Mais ce que j'indique, c'est que tout homme qui monte dans un appareil, qu'il soit à l'école ou dans une formation de combat, devrait avoir son parachute ajusté d'avance, afin que des accidents tels que celui qui est arrivé l'année dernière à Tours, je crois, où l'aviateur a passé à travers le parachute, soient évités.

Ce souci de la sécurité de l'aviation de guerre ne nous paraît pas être tout à fait conforme à la tactique « classe contre classe ». Mais Doriot se rappelle à la fin qu'il parle au nom du parti, et voici comment il conclut brièvement :

Un dernier mot d'ordre général avant de descendre de la tribune.

Je considère que l'aviation est entre vos mains une arme terrible pour la guerre et, de cette tribune, je veux dire que notre parti et les organisations ouvrières ont confiance dans la conscience et dans l'organisation des aviateurs et des pilotes pour que cette arme se retourne contre vous et soit mise par eux à la disposition de la classe ouvrière. (Exclamations et rires sur divers bancs).

Un communisme d'aussi mauvais aloi ne peut que soulever les rires de la bourgeoisie. On ferait bien au parti de relire (ou peut-être de lire) les thèses du 2^e congrès de l'I.C. sur l'utilisation des parlements bourgeois par les communistes.

La guerre sous-marine.

Lorsque, pendant la guerre, les Allemands utilisèrent les sous-marins pour bloquer les côtes européennes, toute la presse manifesta son indignation de la façon la plus éclatante. « Il n'y avait que les Boches pour se servir d'une telle arme, une arme de lâches qui attaquent dans le dos ; jamais les Français ne se serviraient de tels moyens, leur courage et leur loyauté ne leur permettaient pas de le faire. » Telle était la substance des déclarations à ce moment-là. Au-

jourd'hui, la question des sous-marins est à l'ordre du jour de la conférence de Londres. Et qui se montre le plus farouche défenseur de leur maintien ? La France, loyale, chevaleresque, etc... et nos journaux ne sont pas en peine pour défendre pareille thèse :

On prétend encore une fois, chez les Anglo-Saxons, « humaniser » la guerre maritime, comme jadis on prétendit « humaniser » la guerre terrestre. Il deviendra plus conforme à la civilisation d'être envoyé au fond des océans par un dreadnought que par un sous-marin. L'« humanité » ce sera mourir avec la permission des amiraux anglais et américains... comme le malade de Molière avec la permission du médecin !

Il y a là une hypocrisie qu'il convient de dénoncer.

Le sous-marin est l'arme défensive des nations qui n'ont pas cherché la domination des mers. Vouloir supprimer le sous-marin n'est pas vouloir un progrès de l'esprit d'apaisement sur l'esprit de destruction, c'est vouloir supprimer toute force capable non de détruire un impérialisme mais de le limiter.

Voilà ce qu'on peut lire dans l'*Ere Nouvelle*, journal de gauche. De la même façon on justifiera l'emploi des gaz, autre arme défensive, autre force capable de limiter un impérialisme, sinon de le détruire. Car la France n'est pas impérialiste et ne songe qu'à se défendre contre une agression.

Dans la prochaine dernière guerre, la France combattra encore pour le droit et la civilisation.

Défense de la société.

La campagne menée contre l'Union soviétique a réuni cette semaine les prêtres de toutes les religions. Ceux qui se sont combattus de la façon la plus brutale, ceux qui ont mis leur Dieu au service de leur pays contre des coreligionnaires de nationalité différente, se trouvent aujourd'hui unis contre ce qu'ils qualifient de retour à la barbarie. Mais, pour leur faire accepter avec résignation l'exploitation capitaliste, leur promettent un paradis hypothétique. Parmi tous ceux qui ont élevé la voix, le pape s'est montré le plus ardent ; il a convié les catholiques à prier pour la défense de la société bourgeoise menacée. De telles manifestations ne seraient pas à prendre au sérieux si elles ne servaient à couvrir d'autres façons bien plus concrètes de défendre la société. Matraques de la police, crosses des gardes mobiles sont bien plus que les prières une garantie pour la bourgeoisie.

La défense de la société, cette expression sert aussi à Benoist, de la police judiciaire, pour justifier les procédés employés à l'égard d'Almazoff, procédés habituels à la police à l'égard des travailleurs. Et il se déclare prêt à recommencer. Pourquoi se gênerait-il ? Tardieu et Chiappe ne lui donnent-ils pas l'exemple ? Briand n'a-t-il pas dit qu'il irait jusqu'à l'illégalité pour défendre la bourgeoisie ?

Bien plus que des prières, les capitalistes usent de la violence en dépit de toute légalité, pour maintenir leurs privilèges. C'est une leçon pour les prolétaires de ne pas se payer de mots pour travailler à leur libération.

Dans les houillères

La production des houillères françaises s'est élevée, en 1929, à 54.921.850 tonnes, en augmentation sur celle de 1928, de 2.492.382 tonnes. Par rapport aux chiffres de 1913, elle marque une avance de 15 millions de tonnes. Sa progression est donc très nette.

La consommation a été considérable, à tel point que 23 millions de tonnes ont dû être importées de l'étranger, pour une bonne part de l'Angleterre, la production française étant inférieure, de beaucoup, aux besoins. Ajoutons que les stocks disponibles sur le carreau des mines ont réduit très sensiblement.

La situation favorable des houillères doit, nécessairement l'être aussi pour les revendications des ouvriers de la mine.

Le cas Piquemal

Piquemal vient d'écrire une lettre par laquelle il se solidarise avec les « six ». Ce nouveau scandale qui éclatera bientôt au grand jour prouve une fois de plus l'incapacité notoire de la direction.

Voici comment les choses se sont passées :

La direction du Parti demanda il y a déjà quelque temps à Piquemal de prendre la parole dans un meeting contre les « six ». Il refusa. Des tractations dans les hautes sphères eurent lieu après ce refus ; Cachin et Doriot, en délégation, lui demandèrent de s'expliquer avec le Bureau politique.

Le fait est généralement connu que les élus ne sont pas sous le contrôle du rayon ou sous-rayon. Les tractations dans les hautes sphères dont nous avons parlé ci-dessus sont le reflet de la pression, d'ailleurs bien faible, d'en bas. Le comité du sous-rayon du 13^e s'occupait un peu de l'affaire ; il y eut également une intervention à ce sujet à la conférence du 4^e rayon. Encore une fois, la base est malheureusement pour peu dans cette affaire. Jusqu'à présent, même les comités du Parti n'en connaissent pas tous les détails.

Vous croyez peut-être que la direction du Parti avertit la base après le premier refus de Piquemal ? Vous connaissez mal la bureaucratie stalinienne dont le fond de la pensée s'exprime ainsi : « Il ne manquerait plus encore que vous vouliez, en bas, vous occuper de la politique qui est un domaine réservé aux girouettes à la Cachin, Doriot, au lieu de coller des affiches et de distribuer des tracts. » Dans leur jargon, cela s'appelle : « l'application des décisions du 10^e plénum. »

Il y aura bientôt l'exclusion publique de Piquemal. Combien de fois l'*Humanité* a-t-elle publié son portrait ?

L'appareil stalinien a complètement manqué à sa tâche d'éduquer politiquement les membres du Parti. Malgré cela, l'ensemble du Parti est assez sain pour chasser sans obstacle un droitier.

Mais, il y a une autre affaire, et, le même que dans le cas des six. Le Parti n'est pas averti mais accepte pour les raisons citées plus haut. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les sympathisants et certaines organisations gravitant autour du parti (locaux, travailleurs municipaux et des services publics). Il n'est pas à craindre qu'une certaine partie des sympathisants prenne position en faveur du P.O.P. ; par contre, les méthodes bureaucratiques ébranlent la confiance dans le Parti.

Il est nécessaire de souligner que l'*Humanité* n'a rien fait pour expliquer aux ouvriers la trahison de Piquemal, mais le sous-rayon du 13^e n'a non plus rien fait pour une campagne large d'explications ; les cellules non plus n'ont pas de directives. La responsabilité en incombe entièrement à la bureaucratie stalinienne ; mais que penser des comités du Parti qui ne sont pas assez énergiques et qui « tiennent » ?

A signaler que les staliniens attendent le retour de Berthon, actuellement en province, pour commencer la campagne ! Il n'y a donc pas assez de fainéants au 106 et au 120 pour faire la campagne ?

L'opposition communiste a démontré la part de responsabilité de la direction dans l'affaire des « six ». Elle aidera les militants conscients pour qu'ils comprennent les véritables causes de la crise, pour qu'un véritable redressement du Parti puisse s'effectuer.

L'œil de l'opposition.

LES LIVRES

ERNST JOHANNEN. — Quatre de l'Infanterie. — Editions de l'Epi.

Encore un témoignage allemand sur la guerre. Après Remarque, après Glaeser, ce livre se lit encore avec intérêt. Composé avec moins d'art que le livre de Remarque, avec moins de finesse psychologique que celui de Glaeser, il se recommande pourtant par des qualités morales analogues : absence de souci littéraire ou apologétique d'aucune sorte, dépouillement, sincérité nue, un document sur ce que fut « le moral » des armées de la grande tuerie impérialiste. Que ce soit ou non une mode littéraire mise à profit par les éditeurs bourgeois, pour qui l'argent n'a ni d'opinion ni d'odeur, de tels livres ont à jouer un rôle positif, si on sait les lire et les comprendre, si le lecteur sait y trouver autre chose qu'une simple distraction et en tirer les conclusions que les auteurs n'expriment pas. Pour des révolutionnaires, la vérité est toujours bonne à dire et à entendre. Il n'y a que les brailleurs de l'humanité pour croire qu'elle ne peut avoir de valeur qu'assaisonnée à la sauce du VI^e Congrès et du X^e Plénum. Remarque, Glaeser et Johannsen nous peignent des soldats qui furent des dégoûtés et non des révolutionnaires. Qu'a-t-on à leur reprocher si cela fut vrai ? Et cela fut vrai dans la plupart des cas, le cours des événements l'a assez montré.

Il se confirme une fois de plus que cette guerre n'eut pour ceux qui la firent, parmi l'incurie et la ribote de la mobilisation et de la ruée des premières avances, aucune grandeur épique. Le moral des armées de la bourgeoisie, ce fut la panique et le dégoût, le dégoût qui ôte à l'homme tout ressort et jusqu'à la force de protester et de se révolter. Les soldats furent des esclaves résignés, ayant renoncé à comprendre la valeur et le sens de ce qu'ils faisaient, de pauvres animaux que l'on conduisit à l'abattoir et qui vont mourir obscurément, frappés par une balle aveugle et impersonnelle. Dans cette guerre mécanique, où le courage, l'audace, l'adresse individuelle ne sont plus rien, pouvait-il en être autrement ? Dans cette vaste usine à gaz, l'homme simple soldat est comme le petit poisson dans l'usine capitaliste. Il n'est plus que le manœuvre anonyme et passif qui fait fonctionner les machines à tuer. Rien ne pouvait mieux donner que la grande guerre impérialiste, à ceux qui la firent, le sentiment de cette « perte totale de l'homme », par quoi Marx caractérise l'âge capitaliste.

Ce qui a rapproché les quatre, simples soldats de l'infanterie, c'est ce sentiment, sentiment qu'ils s'expriment les uns aux autres dans leurs moments de répit, dans l'expression duquel ils trouvent une sorte d'amère compensation et de délectation morale. Tout ce qu'on a dit de l'homme et de la civilisation est faux. L'homme est un animal plus cruel et plus méchant que les autres, « une outre à supplices ». La religion, et particulièrement la religion chrétienne, est une odieuse et sanglante foutaise. Elle couvre d'un vernis mensonger d'idéalisme toutes les turpitudes et les bassesses du prétendu roi de la création, de la créature chérie de Dieu ; mais elle aussi révèle son fond ignoble en ne rêvant que supplices. Pessimisme total, dégoût qui n'a rien de révolutionnaire, mais qui, au contraire les maintient dans la servitude. Révolte qui au lieu de s'exprimer en actes, trouve un dérivatif dans les paroles. Les officiers le savent bien, qui laissent parler. C'est cela la base du moral des armées.

A cette interrogation lancinante qui harcèle les soldats, seuls les révolutionnaires peuvent donner une réponse. Seuls ils peuvent montrer le sens de cette absurdité qu'apparait la guerre au simple soldat : absurdité vaine pour les uns, action profitable et pleine de sens pour les autres. Seuls l'espoir et la volonté effective de la révolution peuvent permettre de surmonter cette perte totale de l'homme qui est le régime capitaliste, sous sa face la plus hideuse qui est la véritable : la guerre. — A. A.

Nous avons reçu : BRUNO JASIENSKI : *Je brûle Paris* ; 12 fr. (Flammarion, éditeur.)

ROMAIN ROLLAND : *La vie de Vivekananda et l'évangile universel* ; 2 vol., 24 fr. (Librairie Stock.)

MARIANO AZUELA : *Ceux d'en bas* (scènes de la révolution mexicaine), traduction de J. et J. Maurin, préface de Valéry Larbaud. (J.-O. Fourcade, éd.)

La Vérité

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

La mêlée de Londres

La bataille entre les impérialismes se poursuit à Londres pour savoir à quelle méthode de limitation on se rangera. Chaque pays adopte un système de limitation propre à laisser ses forces intactes tout en diminuant celles des autres. Nous avons déjà parlé des deux principales thèses en présence, celle de la France et celle de la Grande-Bretagne. Il faut y revenir car elles permettent de bien se rendre compte des intérêts impérialistes qui s'opposent.

L'impérialisme français a sur les autres l'avantage du cynisme le plus franc. Il n'y a pas l'ombre d'une réduction quelconque d'armements ni d'unités dans ses propositions. « A chacun selon ses besoins » clame M. Tardieu, et la conférence dans sa pensée ne servirait qu'à étaler ses besoins aux yeux des concurrents afin de les faire sanctionner par un acte solennel. La thèse française admet que le tonnage *maximum* soit le même pour toutes les puissances ; en termes précis, cela signifie que les trois puissances secondaires auraient le droit de construire jusqu'à égaliser l'Angleterre et l'Amérique ! Beau prétexte au désarmement que cette parité par en haut !

Par suite des difficultés financières, un tel programme ne serait pas réalisable ; aussi Tardieu admet-il que chaque puissance ne construise pas au delà de ses besoins. Les « besoins », en cette matière, c'est une sorte de sauce piquante où se dosent d'une part les appétits impérialistes, d'autre part les possibilités économiques du moment. On n'est jamais bien jugé que par soi-même, aussi chaque Etat serait seul juge de ses besoins, et se contenterait-il de les notifier à l'avance, aux autres par le chiffre du tonnage *global* auquel il déclarerait s'en tenir. Ce tonnage, disent les Français, pourrait être réparti *ad libitum* entre les catégories de navires jugées les plus utiles. Le dispositif permettrait aux puissances qui, com-

me accusent de ne pas se battre sur les mers, de développer les armes nouvelles et économiques des sous-marins, en opposition aux cuirassés monstrueux et coûteux des autres.

Pour comprendre tout le sens de la proposition française, il suffit de constater qu'à l'achèvement du programme de constructions voté par le Parlement (1936) la France aurait 99.441 tonnes de sous-marins contre 91.478 aux Etats-Unis et 66.364 à l'Angleterre. C'est aux techniques futures de la guerre sous-marine que la France veut confier le sort de son hégémonie. La limitation par catégories fixerait les rapports mutuels des forces entre chaque impérialisme d'une manière constante ; elle empêcherait cette débauche de croiseurs sous-marins. Aussi les porte-parole de l'impérialisme français ne veulent-ils pas en entendre parler.

Voici des « arguments » apportés par le *Matin* du 5 février : « L'esprit français, l'esprit latin (*sic*) en général ne se prêtera jamais à un système qui interdise à un pays de profiter d'une invention ingénieuse ou de perfectionner ses moyens de guerre dès l'instant qu'il y a désarmement. » On admirera la contradiction dans les termes de cette déclaration. Mais qu'est-ce que le désarmement en régime capitaliste, sinon une contradiction dans les termes ?

On comprend l'hostilité à ce projet des deux grandes puissances, l'Angleterre et l'Amérique ; elles se partagent l'empire des mers ; elles seules disposent des moyens financiers capables d'entretenir de gigantesques flottes de haut bord. Que deviendraient ces escadres orgueilleuses à la merci d'une multitude de sous-marins ? Aucun technicien ne peut prédire que les *capital ships*, ces seigneurs de l'impérialisme, ne soient pas impuissants devant les attaques des flottes sous-marines des marines dites secondaires. D'où le caractère conservateur des propositions anglo-saxonnes. Elles semblent émaner de quelque trust dont le monopole en une matière serait menacé par des techniques nouvelles et moins chères. La limitation stricte par catégories est leur grande arme de bataille. Le mémorandum britannique est très catégorique là-dessus. Il propose même la suppression des sous-marins. Il est vrai qu'il serait favorable, paraît-il, à une sup-

pression des cuirassés, mais ceci n'est que le vœu d'une trésorerie aux équilibres difficiles...

Au début de la semaine dernière, il semblait que Français et Anglais allaient s'entendre sur une formule transactionnelle autorisant certains transferts de tonnage d'une catégorie à une autre, après préavis aux autres puissances, mais il semble malgré des démentis officiels que le dernier mémorandum britannique remet tout en question. Succédant à la déclaration américaine de Stimson, il semble que les Anglais aient obéi aux injonctions américaines rappelant avec brutalité que ce qui intéressait avant tout les Etats-Unis, ce n'était pas tellement des compromis entre les pygmées de l'Europe qu'une affirmation nette et préalable du principe de la parité entre les deux flottes ; il semble aussi que les prétentions exorbitantes de la France ait rescélé un bloc qui s'effritait les jours précédents. Enfin, on ne doit pas oublier les contradictions propres à la Grande-Bretagne prise entre ses difficultés économiques et la nécessité de sauvegarder son impérialisme, contradictions qui, sur le plan politique, se manifestent par les violentes attaques de la presse d'extrême droite et des milieux militaires contre le gouvernement travailliste.

Le gâchis politique n'est donc pas en voie de solution, et cela tient à l'extrême complexité des antagonismes capitalistes en présence. Il n'y a pas un seul front de lutte interimpérialiste comme avant la guerre, mais une inextricable mêlée de rivalités chroniques et impossibles à résoudre. Tel est le trait principal de cette conférence.

Paul SIZOFF.

10 février.

En vente à la Vérité :

REC DI ROMA
(en italien)

Collana di « Prometeo ». N° 3

Prix : 3 francs.

PLATE-FORME DE LA GAUCHE
(en français)

Projet de thèses présenté par la fraction de gauche (bordiguistes), à l'occasion du V^e Congrès du Parti communiste français.

Prix : 2 francs.

PAUL LÉVI

Une dépêche de Berlin nous apprend la mort de Paul Lévi ; au cours d'un accès de délire il s'est précipité par la fenêtre de son logement et est venu s'écraser sur le sol.

Séjournant en Suisse, à diverses reprises pendant la guerre, il s'était lié avec Lénine et ses camarades. Après l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg par les exécuteurs de Noske, il était devenu le chef des spartakistes puis du Parti communiste. Il fut au bureau du deuxième congrès de l'Internationale communiste (1920) le représentant de ce parti. Violentement opposé au putsch de mars 1921, dont le principal responsable était Bela Kun, il se mit alors hors du Parti, au lieu de suivre l'exemple de Clara Zetkin qui, non moins hostile à la stratégie putschiste, resta dans le Parti, vint à Moscou, au 3^e congrès de l'I.C., pour la dénoncer et trouva l'appui des dirigeants du Parti communiste russe et de l'Internationale communiste.

Lévi retourna à la social-démocratie, s'efforçant d'y constituer une gauche, luttant sans grand succès contre la cynique politique contre-révolutionnaire des Hermann Muller et des Wels.

C'était un homme intelligent et informé, mais il lui manquait la première qualité d'un chef : il pouvait faire des exposés brillants, mais il ne savait pas conclure.

Au fond c'était un de ces communistes qui, malgré l'énergique invitation de Lénine, ne s'était jamais débarrassé complètement du « linge sale » social-démocrate. C'est pourquoi il lui fut si facile de rejoindre la social-démocratie.

EN ALLEMAGNE

Le Parti communiste et les chômeurs

Comme notre correspondant de Berlin l'a montré dans le précédent numéro de la *Vérité*, ce n'est pas vers un nouveau « 1929 » que le Parti communiste allemand conduit la classe ouvrière, c'est plutôt vers une liquidation de ses propres méthodes.

Pour le 1^{er} février, le P.C.A. avait envisagé une marche générale des chômeurs dans les grands centres industriels. Il y a 3 millions de chômeurs en Allemagne et cependant c'est à peine si quelques milliers participèrent aux démonstrations organisées par le P.C.A.

Par exemple à Berlin où il n'y a pas moins de 500.000 chômeurs, les résultats ont été lamentables.

Le Parti eut beau convoquer chômeurs et militants à manifester à la Hermannplatz (quartier de Neukölln), on n'y vit que la police dès le début de l'après-midi. Dans cette région il n'y eut qu'une très courte démonstration, avec environ 300 personnes.

Dans le centre, il y avait 9 endroits choisis comme points de concentration. Nulle part on ne put voir le moindre attroupement, sauf à la Lausitzer Platz, où il y eut au grand maximum 200 manifestants et à la Rosenthaler Platz où se rassemblèrent une quarantaine de personnes environ.

A Charlottenburg ainsi qu'à Lichtenberg 150 à 200 personnes manifestèrent. Dans un ou deux autres endroits prévus il n'y eut pas plus de véritable démonstration.

D'après le parti, il y a à Berlin 21.000 militants (il faut évidemment tenir compte de l'exagération habituelle de la direction). En comptant largement, 4.000 personnes environ ont pris part à la manifestation, ce qui met le nombre des manifestants à 15 p. cent de celui des militants.

Le bilan des événements de Hambourg s'établit d'une façon tout aussi défavorable.

Nulle part la « marche de la faim » ne groupa un nombre tant soit peu respectable de chômeurs. Dans les quartiers ouvriers, le calme fut à peu près absolu. Seul dans le Gängeviertel, qui est un quartier d'extrême misère, il y eut des troubles. La marche imposante qui devait se diriger vers la mairie ne s'effectua pas. Quelques rassemblements furent vite dispersés par la police. Dans l'ensemble il n'y eut que des bagarres individuelles, morcelées, n'affectant en aucun cas le caractère de lutte de masses tant soit peu organisées.

Il va de soi qu'à la lecture de la *Rote Fahne* on pourrait croire que de véritables manifestations révolutionnaires, marquant une ascension de la vague révolutionnaire organisée, se sont produites. Mais la *Rote Fahne* ne peut citer aucun cas probant. Dans ces circonstances elle se comporte comme l'*Humanité* : le lendemain de l'échec elle parle de quelques milliers de manifestants au milieu de la sympathie générale des masses. Une semaine après il s'agit de l'enthousiasme révolutionnaire de dizaines de milliers de prolétaires et ensuite, quand la mémoire des événements réels s'efface, elle affirme que le prolétariat entier, par centaines de mille, a démontré clairement sa volonté d'abattre le capitalisme au plus tôt.

La question de la lutte pour les masses sous une direction vraiment marxiste du Parti communiste reste entièrement posée en Allemagne.

Aux ordres de Wall Street

Le Militant, organe de nos camarades américains, expose dans quelles circonstances le gouvernement mexicain a décidé de rompre les relations diplomatiques avec l'Union soviétique :

La visite du président Rubio aux Etats-Unis fut suivie, immédiatement après sa rentrée au Mexique, de la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Pour justifier cette rupture, le président Rubio prend prétexte de la manifestation communiste qui a eu lieu aux Etats-Unis pendant son séjour, pour protester contre la répression barbare que son gouvernement fait subir aux ouvriers et paysans révolutionnaires du Mexique.

Pour ceux qui connaissent le développement des relations entre le Mexique et les Etats-Unis pendant ces dernières années, la rupture diplomatique avec l'U.R.S.S. n'a rien d'étonnant. La soumission du Mexique à l'impérialisme américain, inaugurée par Calles et Gil est hardiment poursuivie par Rubio, par l'écrasement le plus brutal de toute tentative révolutionnaire des travailleurs. Le gouvernement mexicain ignore volontairement que le communisme grandit naturellement sur le terrain de la lutte de classes au Mexique comme dans les autres pays et que la « propagande étrangère » n'y est pour rien. En chassant l'ambassadeur soviétique, il ne s'agit pour Rubio que de fournir platement un gage de plus à ses maîtres de Wall Street et au gouvernement de Washington.

A la Conférence de la Région parisienne

La deuxième partie de la conférence régionale n'a rien apporté aux militants, si ce n'est la démonstration d'un malaise de plus en plus grand. Le grand fait noté au cours de la séance de samedi fut sans conteste l'intervention du bureau politique sur l'activité de la R.P. Le bureau politique se contente d'expliquer la crise par la mauvaise politique de la direction régionale de 1927-1928. Mais y a-t-il quelque chose de changé depuis ? Non, la bureaucratie régionale a continué à accumuler les erreurs depuis Saint-Denis. Les dernières manifestations (Champigny), l'échec de la promotion Lénine etc., démontrent bien l'incapacité politique de la direction de la R.P. Le B.P. reconnaît qu'il a une part de responsabilité et il parle de « redressement ». C'est vrai qu'à chaque conférence régionale ou du parti on entend sans cesse invoquer la nécessité d'un redressement. Après les échecs, on avoue les fautes, on fait un *mea culpa*, mais surtout ne touchez pas à l'appareil, qui est dans la ligne, et qui fait tout seul l'auto-critique, car si on rouspète un peu fort, alors, gare à l'exclusion ! Et cet état de choses aboutit à une faiblesse de discussion que Vassart doit constater.

Le fait important qui se dégage de cette conférence, c'est que l'on ne mord pas sur les grosses boîtes, que les masses échappent à notre accrochage. Ce n'est pas les phrases habiles de Vassart ni les fantaisies de Pillot et le tonnerre de Beaugrand qui arrangeront les choses, car à la base de ces bavardages de ces fonctionnaires, il manque une analyse sérieuse de la situation. Et ces leaders permanents et les « gauchistes » qui servent à soulever les désirs de la direction n'ont pas un seul instant essayé d'élever le niveau de discussion et n'ont pas fait comprendre aux quelques délégués des usines l'importance d'une analyse juste même sur la base d'une entreprise quand on sait la relier à la situation générale dont elle dépend.

Le bureau politique ne peut proposer, comme objectif immédiat, que le recrutement de 6.000 adhérents. Cela, quand tout le monde a encore présent à la mémoire l'échec de la « promotion » du 1^{er} août et de la semaine de Lénine. C'est la preuve du désarroi qui règne dans la direction du parti où on ne sait plus que répéter les mêmes phrases même quand on sait qu'elles n'ont aucun sens. Et ce désarroi est le caractère dominant de la conférence.

Un délégué.

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître
fin février 1930 :

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 15 fr. franco.

Après publication, le prix sera porté
à 20 francs

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste ⁽¹⁾

L'ART DE L'ORIENTATION

L'art de la directive révolutionnaire est avant tout l'art d'une exacte orientation politique.

En toute circonstance, le communisme prépare l'avant-garde prolétarienne, et par l'entremise de cette dernière, la classe ouvrière toute entière à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Mais il s'y prend de différentes façons, sur différents plans de la vie ouvrière et à différentes époques.

Un des grands points de l'orientation est de déterminer l'état d'esprit des masses, de préciser leur degré d'activité et de préparation au combat. Or cet état d'esprit ne se forme pas comme par enchantement ; il est soumis aux lois spéciales de la psychologie des masses, lois qui jouent conformément aux circonstances sociales objectives du moment. L'état politique potentiel des masses se prête dans certains cas à une évaluation toute quantitative (l'importance des tirages de la presse, la fréquentation des réunions, des manifestations, grèves, élections, etc.)

Pour bien saisir la dynamique de ce processus, il faut avant tout déterminer dans quel sens et sous l'influence de quelles causes évolue l'état d'esprit de la classe ouvrière. C'est en combinant les données objectives et subjectives que l'on peut arriver plus ou moins à déterminer la ligne de directive, établir un ensemble de prévisions étayé scientifiquement et sans lequel toute lutte révolutionnaire serait un non-sens.

Mais en politique l'esprit de prévision ne porte plus l'aspect d'un schéma rigoureux, mais d'un problème d'application. En aiguillant la lutte sur une autre voie, il est indispensable de suivre attentivement et pas à pas l'évolution des conditions objectives et subjectives du mouvement de manière à apporter, dans la tactique même, les correctifs qui s'imposent au fur et à mesure. Bien que jamais le déroulement de la lutte ne coïncide parfaitement avec le jalonnement pré-établi, cela ne peut nous dispenser de recourir à l'esprit de prévision politique. L'essentiel sera de ne pas se fier aveuglément à des schémas tout faits, mais de surveiller constamment la marche du processus historique en se conformant à tous ses enseignements.

Le centrisme qui dirige actuellement l'Internationale communiste se prête à la prévision historique de par sa nature même en tant que tendance idéologique purement parasitaire. Dans la République des Soviets, le centrisme a prévalu en réaction contre l'« Octobre », dévalant les pentes dans la révolution ; l'esprit d'empirisme et d'électisme qui constitue son essence même lui permet de flotter avec le courant. Et comme au surplus on avait pris la précaution de déclarer que la marche des événements conduisait automatiquement à l'instauration du socialisme au sein d'un seul pays, cela dispensait par le fait même le centrisme d'une orientation à l'échelle mondiale.

Cependant dans des pays capitalistes, les partis communistes qui lutent pour la conquête du pouvoir ou se préparent à cette lutte ne peuvent subsister sans recourir à une politique de prévision. La nécessité d'une orientation exacte, au jour le jour, est pour eux une question de vie ou de mort. Or, l'exercice d'une telle orientation leur est interdit tant qu'ils se voient forcés à la parade sous la baguette de la bureaucratie stalinienne.

Fort capable de vivre longtemps des revenus d'un capital préalablement conquis par le pouvoir prolétarien, le centrisme bureaucratique est par contre absolument incapable de créer de nouveaux partis pour la conquête du pouvoir. Et c'est en cela que réside la contradiction la plus importante et la plus menaçante de l'Internationale communiste actuelle.

L'histoire des directives centristes se

réduit à l'histoire des fatales erreurs de son orientation.

Depuis que la situation révolutionnaire de 1923 en Allemagne a échappé des mains de ses chefs, changeant du tout au tout la situation en Europe, l'Internationale communiste a passé par trois phases successives de fatales errements :

1924-1925 fut la période des erreurs d'extrême-gauche : la ligne de direction était basée sur la prévision d'une situation révolutionnaire dans un avenir immédiat alors que ce point était déjà dépassé. C'est durant cette période que l'on nous taxa — nous, marxistes-léninistes — de « droitiers » et de « liquidateurs ».

1925-1927 fut la période de l'opportunisme avoué, coïncidant avec la montée impétueuse du mouvement ouvrier en Angleterre et la révolution en Chine. Durant cette période nous devenons des « extrêmes-gauches ».

Enfin l'année 1928 vit l'avènement de la troisième période consistant à recommencer les erreurs de Zinoviev des années 1924 et 1925, mais en quelque sorte sur un pied historique plus élevé. Cette « troisième période » n'est pas encore achevée ; elle continue à sévir décimant et décapitant les organisations.

Et ce n'est pas l'effet d'un hasard si les trois périodes virent systématiquement s'appauvrir leurs cadres directeurs :

Première période : Zinoviev, Boukharine, Staline ;

Seconde période : Staline, Boukharine ;

Troisième période : Staline et Molotov.

Tout cela se tient avec une logique inéluctable.

Voyons maintenant d'un peu plus près en quoi consistent les directives et les théories de cette « troisième période ».

Molotov « entre en plein, des deux pieds »

Le plenum du C.E. de l'I.C. siégeant un an après le VI^e Congrès (juillet 1929) et ne pouvant se borner à répéter ce qu'avait formulé ce dernier, dut monter son diapason. De sorte qu'à la veille même du plenum on pouvait lire dans l'organe doctrinaire du P.C. de l'U.R.S.S. :

Une vague de grèves déferle à travers le monde capitaliste tout entier. Cette vague sévit aussi bien dans les pays capitalistes hautement évolués que dans les colonies, s'entremêlant parfois à des éléments locaux de lutte révolutionnaire de plus longue haleine ou de guerre civile ; nous voyons les masses non organisées entrer activement dans la lutte... Une recrudescence de mécontentement et de radicalisation des masses englobe en son sein des millions entiers de population agricole et de paysans asservis ». Le Bolchévik, N° 12, juin, page 9).

Ainsi donc plus aucun doute possible : si vraiment une vague de grèves déferle sur le monde entier entraînant à sa suite « des millions de population agricole et de paysans asservis » s'entremêlant de « lutte révolutionnaire et de guerre civile », c'est qu'il est clair que la situation est révolutionnaire et que la question de la prise du pouvoir vient à l'ordre du jour.

Au X^e plenum, Molotov tient la baguette. Dans son discours-programme, qu'il adressait aux dirigeants de l'Internationale communiste, Molotov disait :

En considérant l'aspect que revêt actuellement l'agitation ouvrière à travers le monde, seul un opportuniste bouché ou un pauvre petit libéral ne verrait pas que nous voici désormais entrés des deux pieds, en plein dans une ère de grands événements révolutionnaires d'une importance mondiale. (Pravda, n° 177.)

« Des deux pieds » quelle puissance d'argumentation !

Et pour se mettre au diapason de Molotov, le Bolchévik, organe de doctrine du P.C. écrivait en août 1929 :

C'est en se basant sur l'analyse des luttes de la classe ouvrière dans les principaux pays capitalistes que le X^e plenum a pu enregistrer le développement en étendue et en profondeur du processus de radicalisation des masses sans cesse plus révolutionnaires, mouvement qui, à l'heure actuelle, se transforme déjà en un début de recrudescence révolutionnaire (du moins dans des pays tels que l'Allemagne, la France, la Pologne.) (N° 15, page 4.)

Donc plus de doute possible : sinon avec sa tête, du moins avec ses deux pieds, Molotov a définitivement diagnostiqué le caractère révolutionnaire de la période actuelle. Et comme personne n'aurait envie de se laisser taxer d'« opportuniste bouché » ou de « pauvre petit libéral », l'argumentation de Molotov se trouve prémunie contre toute critique de la part du « plenum ». Sans se donner la peine d'aucun travail d'analyse politique ou économique, pour des raisons, il est vrai, fort excusables chez lui, Molotov se borne à cataloguer quelques grèves dans différents pays (Ruhr, Lods, Nord de la France, Bombay, etc.) comme preuve suffisante de ce que nous voici entrés « dans une ère de grands événements révolutionnaires ». Et voilà comment on fabrique des périodes historiques !

Dès lors, les Comités centraux et organes officiels des différentes sections nationales n'avaient de plus pressant souci que de voir leur pas — distançant autant que possible leur tête — s'engager au plus vite dans « les événements révolutionnaires de la plus grande importance ». Comment la situation était-elle devenue révolutionnaire simultanément dans le monde entier, métropoles et colonies, infirmant cette fois la « loi du développement inégal » — loi fondamentale cependant et dont Staline, je pense, a dû au moins entendre parler ?

Mais en fait, il n'y a aucune trace de simultanéité. Comme nous l'avons vu, au lieu d'une analyse de la situation mondiale, on s'est borné à totaliser les conflits les plus disparates, aux causes les plus dissemblables, dans les pays les plus divers. Et alors que de toutes les nations européennes l'Autriche seule peut-être avait traversé durant cette dernière année une crise qui, s'il s'y était trouvé un parti communiste assez puissant, aurait pu prendre un réel développement révolutionnaire, — l'Autriche seule n'était même pas nommée. Mais il y avait la France, l'Allemagne, la Pologne, « pays — selon Molotov — placés actuellement à l'avant-garde, d'une recrudescence révolutionnaire ».

Dans une série d'articles précédents nous avons étudié la courbe des grèves en France pour en déterminer l'importance dans le développement du prolétariat et du pays. Nous comptons très prochainement nous livrer à la même analyse détaillée des enseignements qui découlent de la lutte au sein de la classe ouvrière allemande. Mais dès à présent les conclusions auxquelles nous sommes arrivés en examinant le problème du point de vue de la France, citée par le X^e plenum comme faisant partie des trois pays les plus révolutionnaires de l'Europe actuelle, prouvent que l'analyse de Molotov n'est faite que des trois éléments suivants : une ignorance crasse de la théorie, une flagrante irresponsabilité politique et un aventurisme bureaucratique sans frein. Ce sont là éléments constitutifs non point tant de la « troisième période » que de la bureaucratie centriste à toutes les périodes.

Les grèves économiques sont-elles l'effet d'un phénomène de crise ou de recrudescence ?

« En quoi consiste donc la base de cette recrudescence révolutionnaire ? »

se demande Molotov dans un essai de réflexion, et immédiatement il nous livre le fruit de sa pensée : « A la base d'une telle recrudescence il faut bien qu'il se trouve la maturation d'une crise générale du capitalisme et l'aggravation des contradictions internes qui lui sont inhérentes ». Qui n'est pas de cet avis n'est qu'« un pauvre petit libéral ». Mais qui donc a décrété qu'à la base des grèves « il faut bien qu'il se trouve » une crise ? Au lieu de se livrer à un examen de la situation économique réelle et d'en déduire une analyse du mouvement gréviste présent, Molotov procède par la méthode du contraire : ayant fait le compte d'une demi-douzaine de grèves il conclut à la « maturation » d'une crise capitaliste...

La recrudescence du mouvement des grèves dans toute une série de pays résulte, comme nous le savons, de l'amélioration de la conjoncture économique au cours des deux dernières années écoulées.

En premier lieu, cela est vrai en ce qui concerne la France. Toutefois cette renaissance industrielle, loin d'être commune à toute l'Europe, fut assez modérée en France même et sans garantie de lendemain. Mais pour l'existence du prolétariat le moindre changement de la conjoncture dans l'un ou l'autre sens ne laisse pas de faire sentir son effet, car lorsqu'à l'usine on licencie chaque semaine des hommes, les travailleurs ont un tout autre état d'esprit que lorsque au contraire on continue à en embaucher.

Ces variations de la conjoncture n'ont pas moins d'influence sur les classes dirigeantes. Dans une période de prospérité industrielle et commerciale, les capitalistes escomptant un développement de cette activité sont enclins à arrondir les angles des contradictions internationales de manière à favoriser le développement ultérieur de cette prospérité. C'est en quoi consiste proprement « l'esprit de Locarno et de Genève ».

Il n'y a pas si longtemps, nous eûmes une éclatante illustration de la façon dont les facteurs de base et les facteurs de circonstance peuvent réagir les uns sur les autres. La période 1896-1913 fut marquée par une puissante activité commerciale et industrielle, période à laquelle succéda une dépression qui, pour toute personne avertie inaugurerait l'ère d'une crise qui allait devoir être longue et profonde. Cette menace d'un brusque renversement de la conjoncture après une période unique de prospérité engendra au sein des classes dirigeantes un état de grande nervosité qui poussa à la guerre.

Il est toujours bien entendu que la guerre résulte des contradictions fondamentales du capitalisme et ce lieu commun n'est pas ignoré de Molotov lui-même. Mais sur les voies d'acheminement à la guerre, il y eut toute une série d'étapes au cours desquelles ces contradictions internes allaient tantôt en s'aggravant, tantôt en s'atténuant. Le même jeu d'alternatives se produisit dans la lutte de la classe ouvrière.

Dans les périodes d'avant guerre, les facteurs tant de base que de circonstance se faisaient sentir d'une façon beaucoup plus homogène et régulière qu'à l'époque actuelle, époque de tournants brusques et de brutales cassures où nous voyons les fluctuations économiques les plus ordinaires engendrer en politique les changements les plus radicaux. Mais tout cela n'autorise pas plus une ignorance de la marche réelle des événements que les affirmations gratuites : « les contradictions s'aggravent », « les masses ouvrières se radicalisent », « la guerre approche », chaque jour, chaque jour, chaque jour...

Si, d'une part, notre ligne stratégique est déterminée par l'inéluctable

(1) Voir les numéros des 24, 31 janvier et 7 février.

croissance en dernière analyse des contradictions internes du régime capitaliste et de la radicalisation révolutionnaire des masses, il n'en est pas moins vrai qu'en ce qui concerne la tactique dont nous étayons cette stratégie, nous devons nous conformer à l'appréciation réaliste de chaque période, de chaque étape, de chaque moment au cours desquels il arrivera également que les contradictions s'apaisent, les masses refluent à droite, le rapport des forces se retourne au profit de la bourgeoisie, etc. Car si les masses se radicalisent d'une façon continue, le premier imbécile venu pourrait les diriger. Malheureusement — ou heureusement — l'état réel des choses est infiniment plus complexe, surtout dans la période instable, chancelante et « capricieuse » que nous traversons. Ce qu'on appelle vulgairement « la ligne générale » n'est qu'une phrase si l'on n'en fait à tout instant le raccord au moindre changement des conditions nationales et mondiales.

Or comment voyons-nous se comporter l'Internationale communiste dans la façon dont elle élabore ses directives ? Au lieu d'évaluer d'une façon concrète la situation du moment dans son ensemble, elle vient régulièrement se casser le nez à chaque tournant d'une nouvelle étape, pour expier ensuite devant les masses en exécutant les uns après les autres les comités centraux des sections nationales. Aussi conseillons-nous généralement à tous les Cachin, Monmousseau, Thaelmann et Remmele de la terre, d'être prêts à jouer les boucs émissaires des théories et pratiques de la « troisième période ». Ce sera pour l'heure où Staline se mettra à corriger les erreurs de Molotov — rétrospectivement, cela va sans dire.

La poussée progressive de l'U.R.S.S. en tant que facteur de la « troisième période »

Comme première cause de la « recrudescence révolutionnaire », Molotov pose la crise économique qu'il a découverte chemin faisant et par voie de déduction. La seconde cause réside à son avis dans les progrès économiques de l'U.R.S.S., à tel point qu'il va jusqu'à accuser le P.C. de l'U.R. d'avoir sous-évalué les effets révolutionnaires du « plan quinquennal ». Que les progrès économiques de la République des Soviets aient une importance énorme pour le mouvement ouvrier mondial, personne ne songe à le nier. Mais il ne s'ensuit pas du tout que ce « plan » peut déterminer *a priori* une recrudescence révolutionnaire en Europe et dans le monde entier.

Les grandes masses ouvrières ne vivent pas des belles perspectives statistiques des « plans » soviétiques. Mais en laissant même de côté le « plan quinquennal » et ne tenant compte que des progrès réels de l'industrialisation, peut-on y voir, par exemple, la cause des grèves de dockers en France ou du textile aux Indes ? Des millions d'ouvriers ne se sont jamais conformés dans leur façon d'agir qu'aux circonstances qui les entouraient directement ; sans parler que la majorité écrasante de la classe ouvrière n'est informée des succès ou des revers de l'économie soviétique que par ce qu'en veut bien raconter la presse bourgeoise ou social-démocrate. Enfin, et ceci est bien plus important que tout le reste, ce n'est pas à l'abstraction des chiffres statistiques que la grande masse ouvrière dans le monde peut se montrer sensible, mais à l'amélioration réelle, de la situation de la classe ouvrière en U.R.S.S. Il est clair que les cruelles conditions d'approvisionnement de Moscou et de Leningrad ne sont pas précisément faites pour inoculer l'élan révolutionnaire à des dizaines de millions d'ouvriers du monde capitaliste.

Malheureusement, c'est un fait avéré qu'à la séance solennelle du compte rendu de la dernière délégation française à son retour de l'U.R.S.S. il ne s'est présenté qu'une centaine d'ouvriers. Une centaine — pour tout Paris ! Symptomatique avertissement, mais dont les bureaucrates bavards et vaniteux ne se sont guère émus.

Le mot d'ordre de la grève générale

Mais entré en si bel appareil dans « l'ère des événements révolutionnaires de la plus grande importance », Molotov, cinq minutes plus loin revient à la question des grèves pour déclarer d'une façon inattendue :

Toutefois ces manifestations contre

le capitalisme et contre le réformisme qui est à ses gages ont encore un certain aspect de dispersion fragmentaire.

Il semble que des grèves surgissant en des pays différents et pour des causes dissemblables et n'ayant pour unique origine commune que cette conjoncture d'une certaine prospérité mondiale, ne peuvent augurer en aucune façon « des événements révolutionnaires de la plus grande importance » puisque précisément ces grèves ne sont que dispersées et fragmentaires. Qu'à cela ne tienne, Molotov va vous les unifier. Louable intention assurément. Mais intention seulement et non une étape franchie. Les grèves disséminées — enseignes Molotov — ne peuvent être unifiées qu'au moyen de grèves politiques généralisées. Certes, lorsque les conditions s'y prêtent, l'on peut unifier la classe ouvrière par le canal d'une grève générale révolutionnaire. Le problème de la grève généralisée, constitué précisément d'après Molotov « cet élément nouveau, fondamental et caractéristique, placé au centre même des problèmes tactiques du parti à l'heure actuelle », « ce qui signifie — continue notre distingué stratège — que nous abordons enfin une forme nouvelle et supérieure de la lutte des classes ».

Et pour convertir définitivement le X^e plenum à la religion de la « troisième période », Molotov ajoute : « Nous ne pourrions lancer le mot d'ordre d'une grève politique généralisée, si nous ne nous trouvions d'ores et déjà dans une période de recrudescence révolutionnaire ».

Cette suite dans les idées est réellement inouïe !

D'une part, nous voyons les deux pieds stratégiques déjà en plein dans l'ère d'événements révolutionnaires de la plus grande importance ; et, d'autre part, la tête « théorique » ne fait encore qu'envisager le mot d'ordre de la grève générale. D'où, par la méthode du contraire, cette conclusion que « nous abordons une forme nouvelle et supérieure de la lutte des classes ».

Car, — comprenez donc — si nous ne l'avions pas encore abordée, comment Molotov pourrait-il proclamer le mot d'ordre de la grève générale ? De sorte que tout l'édifice repose sur la parole que nous en donne notre nouveau stratège. Et les délégués pléniportentiaires des partis nationaux écoutant en rond cette suffisance d'ignare, de répondre sagement : « Oui, oui — Ja, ja. — Yes, yes — » à l'appel nominal !

Nous voici en tout cas prévenus que toutes les nations de l'Angleterre à la Chine, — avec l'Allemagne, la France et la Pologne en tête — sont désormais mûres pour le mot d'ordre de la grève générale. Il ne reste plus trace de la loi du développement inégal. Passe encore, si l'on nous expliquait au nom de quels buts politiques le mot d'ordre de la grève générale serait-il proclamé dans chaque pays respectif. Car l'on ne peut tout de même pas oublier que nulle part les ouvriers ne sont disposés à faire la grève générale pour l'amour de la grève générale. C'est pour n'avoir pas compris cela que les anarcho-syndicalistes se sont cassé le cou. Certes, il arrive qu'une grève générale revêt le caractère d'une manifestation protestataire. Cette sorte de grève générale ne se produit d'habitude que lorsque un événement exceptionnel et inattendu vient frapper l'imagination des masses et provoque en elles un besoin spontané de donner la riposte. Mais une telle grève de protestation ne constitue pas encore une véritable grève politique révolutionnaire et ne peut lui être utile que comme une sorte de répétition. Quant à la grève politique révolutionnaire proprement dite, elle doit constituer somme toute l'avant-dernier acte de la lutte pour la conquête du pouvoir. Paralyant tous les rouages de l'Etat capitaliste, la grève générale pose en fait et brutalement la question : « Qui est maître ici ? » Et le problème ainsi posé ne peut désormais se résoudre que par la force armée. De sorte qu'une grève révolutionnaire qui ne mène pas à un soulèvement armé se termine coûte que coûte par la défaite du prolétariat.

Voilà pourquoi les paroles de Molotov concernant la grève générale politique et révolutionnaire et les « formes supérieures de combat » ne peuvent signifier — si elles signifient quelque chose — que ceci : simultanément et dans le monde entier, la situation révo-

lutionnaire est à tel point mûre qu'elle place tous les partis communistes, au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, devant la tâche d'une grève générale en tant que prologue d'un soulèvement armé également général.

Il suffit de formuler ainsi avec précision la stratégie de la « troisième période » à la Molotov, pour en saisir toute l'absurdité.

La conquête de la rue

En même temps que la question de la grève générale, vient se poser celle de « la conquête de la rue ». Et il n'y va pas seulement — du moins en paroles ! — du droit « démocratique » foulé aux pieds par la bourgeoisie et la social-démocratie, mais du « droit » du prolétariat à édifier des barricades. C'est la conception de « la conquête de la rue » telle qu'elle apparaît dans la presse communiste officielle immédiatement après le plenum de juillet.

Ce n'est pas nous qui dénierions au prolétariat le droit de « conquérir la rue » au moyen de barricades. Mais encore faut-il s'entendre sur ce que cela veut dire. Et d'abord sachons clairement que le prolétariat n'ira pas aux barricades pour l'amour des barricades, pas plus qu'il ne ferait la grève générale pour l'amour de la grève générale. Il faut des buts politiques clairs unifiant dans une seule pensée des millions d'individus et constituant une base inébranlable de départ pour l'avant-garde prolétarienne. Tel est l'aspect du problème quand ce sont des vrais révolutionnaires qui le posent. Mais ces opportunistes devenus fous l'entendent tout autrement.

Pour la conquête révolutionnaire de

la rue — espèce d'art pour l'art — ils fixent désormais des jours précis. Comme dernière invention de ce genre, nous eûmes la journée du 1^{er} août. Pourquoi le 1^{er} août, dont augurait déjà bien la faillite du 1^{er} mai ? — se demandaient les simples mortels.

« Comment pourquoi ? » répondaient indignés les stratèges officiels — mais pour la conquête de la rue ! » Du trottoir ou du milieu du pavé ? Nous avions toujours cru jusqu'à ce jour que le problème révolutionnaire du parti consistait en la conquête des masses, et que la politique qui savait le mieux mobiliser les masses était aussi celle qui réussissait le mieux à se frayer passage à travers la rue quelle que soit l'importance des forces policières qui tentaient de la boucher. La conquête de la rue ne peut être un but en soi, indépendamment de la lutte politique des classes et soumis au simple agrément bureaucratique de Molotov. Et puis, enfin et surtout, on ne peut pas tricher avec l'histoire. Il ne s'agit pas de paraître plus fort, mais de le devenir réellement. Aucune parade ne peut y suppléer.

Quand il n'existe point de « troisième période » on peut évidemment l'inventer. On peut fabriquer des dizaines de « résolutions ». Mais l'on ne peut pas transposer « la troisième période » dans la rue, à date fixe. Sur cette voie-là, les partis communistes ne rencontreront que défaites, tantôt tragiques, plus souvent stupides et humiliantes.

L. TROTSKY.

Constantinople, le 8 janvier 1930.

(A suivre.)

Aulas exclu du Parti

Notre camarade Aulas, nommé au congrès de Besançon secrétaire de la fédération unitaire de l'Enseignement, vient d'être exclu du Parti communiste par le congrès régional qui s'est tenu il y a quelques jours à Chalon-sur-Saône. C'est à une conséquence du congrès que tout faisait prévoir. *La Vérité* a donné une longue analyse des événements qui ont marqué l'évolution de la Fédération et sa division en trois tendances principales. L'exclusion d'Aulas n'est qu'un épisode dans la lutte que mène le parti contre la majorité de la Fédération, coupable de ne pas s'incliner devant les thèses du 10^e plenum. La Fédération, par l'organe de son comité fédéral, s'est dressée contre une politique qui tend à transformer les syndicats en cobayes pour les expériences infantiles de Messieurs les bureaucrates du P.C. C'est pour elle comme pour tous les syndicats une question de vie ou de mort. Tous les jours on constate les effets catastrophiques des interventions mécaniques soi-disant « politiques » du Parti dans les luttes ouvrières, mais ce n'est pas une raison pour se précipiter dans les bras de l'indépendance syndicale, dont on ne répètera jamais assez le caractère néfaste et réactionnaire. La majorité de Besançon reste fidèle à l'idée d'un parti communiste groupant l'élite du prolétariat et capable par une juste activité politique de le diriger dans les voies de son émancipation. Elle reste fidèle à une tactique syndicale consistant pour le parti, non à raffer des postes et éliminer ses adversaires par des méthodes de police, mais à gagner la conscience des ouvriers à une conception plus large, plus politique, plus communiste en un mot, de la lutte des classes. Elle reste fidèle non à un quarteron de bureaucrates, véritable caricature d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière mais à l'Internationale vivante de Lénine et de Trotsky.

C'est pour ces raisons que le Parti par le truchement de la minorité de la Seine et par le moyen de la V.O. mène une campagne immonde et perfide contre les camarades de la majorité. Des gens pour qui l'art de retourner sa veste est devenu une seconde nature prétendent donner des leçons de rectitude révolutionnaire aux militants de la Fédération. Ils lancent les épithètes classiques et monotones de « rénégats trotskystes », d'« opportunistes social-démocrates » quand ce ne sont pas celles de « contre-révolutionnaires ». Rien n'est plus triste et grotesque à la fois

que de lire les « attendus » du jugement d'exclusion : « Aucune des questions analysées par Aulas ne le fut à la lumière du marxisme et du léninisme. Mais au contraire, d'une façon empirique, la méthode ni la théorie n'étant rien, l'expérience étant tout », (sic). Voilà l'invraisemblable argument dont on se sert pour « juger » l'activité de notre camarade. Est-ce le fruit mal digéré du *Manuel élémentaire du communiste* édité récemment par le Bureau d'Éditions, ce manuel de déification stalinienne ? Qu'est-ce qu'une méthode et une théorie qui ne s'appuient pas sur l'expérience et ne sont pas vérifiées par elles ?

Pour tout esprit scientifique et marxiste, ce n'est pas une théorie, c'est une simple abstraction verbale. L'histoire en a vu défilier un grand nombre de ces « théories » qui, nécessairement, ont un caractère arbitraire et réactionnaire, depuis la scolastique des pères de l'Église jusqu'aux thèses du 10^e Plenum. Pour sa fidélité aux fondements du marxisme et du communisme, Aulas est ainsi exclu par une secte de politiciens qui joignent bien l'ignorance à la crapulerie. La résolution continue par cette perle :

« Le plus important (sic) et ce qu'ont compris les délégués du congrès, c'est que, au travers d'Aulas, c'était la condamnation de toutes les manifestations de l'opportunisme dans nos rangs, la lutte contre la social-démocratie, conditions indispensables pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière. »

Pour ces brillants stratèges, le but ainsi clairement exprimé, « le plus important », est de chasser tous ceux qui n'admettent pas la substitution du stalinisme au marxisme. Ils ont trouvé parmi bien d'autres choses, que le fait de mettre en doute la sacro-sainte radicalisation des masses est de l'opportunisme. C'est là une méthode d'apprécier l'argumentation qui rappelle fort celle de l'autruche, mais le cerveau des dirigeants du parti est-il supérieur à celui d'une autruche moyenne ?

Ainsi se poursuit la lutte impuissante et rageuse du parti contre notre Fédération de l'Enseignement ; il s'y brisera les dents, en attendant le jour où les scories du Bureau politique seront balayées. A cette tâche, l'opposition communiste de gauche ne sera pas la dernière à participer.

COLLINET,

du Syndicat de l'Allier.

LA CONFÉRENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE

LES CRITIQUES DE POUSSEL

Afin de montrer que la démocratie existe dans le parti, la direction a l'habitude de publier, lorsqu'une discussion est ouverte, un ou deux articles d'opposants. Ensuite, la discussion consiste à taper sur ceux-là à coups redoublés et si les téméraires ne quillent pas le P. C., on s'arrange pour les excuser. Ce fut le cas de notre camarade Madrange, au moment du Congrès de St-Denis ; ça pourrait bien être le sort de Poussel, secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux, dont l'article soulève quelques remarques.

Nous ne voulons pas reprendre, point par point ce qu'écrivit Poussel — ou du moins ce que le centre a bien voulu nous faire connaître. Dans l'ensemble, son article contient assez peu de ce qu'il y aurait à dire sur la politique générale du P.C., comme il est intitulé, mais c'est déjà beaucoup dans le cadre même de la discussion, telle qu'elle est permise.

Il faut aussi accorder à Poussel, militant d'organisation syndicale, qu'il a posé le problème dans le Parti et non songé à se réfugier dans une prétendue indépendance du syndicalisme. Quelques mots suffiraient à caractériser la réponse du bureau politique à l'article de Poussel : celui-ci est invité à discuter de façon sérieuse. Ce serait en pure perte que Poussel ou d'autres invitent la direction à discuter de façon honnête. On trouverait, dans les documents qu'elle a publiés, autant de citations qu'on voudrait sur la période révolutionnaire, sur la crise catastrophique du capitalisme, aussi bien que sur la façon dont on entend pratiquer la démocratie dans la C.G.T.U.

Ce que nous reprochons à l'article de Poussel, c'est d'être trop général, de vouloir traiter de tout sans approfondir quoi que ce soit et, par suite, un tel article ne peut avoir une influence très grande sur ceux qui le liront. Poussel aurait dû se limiter à un sujet précis, où il avait toute la documentation nécessaire à sa disposition : la situation du Syndicat des métaux de la R.P. qui, depuis des années a servi de cobaye dans toutes les expériences, mots d'ordre et autres erreurs des directions qui ont succédé à la tête de ce syndicat ou opposer à l'article de Poussel une demi-douzaine de lettres, obtenues sans difficultés, par ceux qui sont toujours dans la ligne ; il aurait dû montrer que tandis qu'un petit nombre de travailleurs, chaque jour plus réduit répond aux appels de toutes sortes du centre, la plus grande partie des travailleurs de la métallurgie reste sourde et délaisse l'organisation au moment où la situation est des plus difficiles. Il pouvait traiter des grèves malheureuses comme celle de l'Alstom, etc... Poussel n'a pas su se servir des faits et c'est dommage pour son exposé.

Mais maintenant, que va-t-il faire ? Va-t-il se contenter de son article ? Restera-t-il à son poste syndical en attendant des jours meilleurs ? Va-t-il suivre la ligne du moindre effort ? Tout de suite, la question se pose pour lui comme pour les autres militants des métaux. (Est-il vrai que Faure-Brac ne reprend plus sa carte du parti ?)

Pour le 1er mai, le parti donne le mot d'ordre de « grève politique de masses », et pour la métallurgie parisienne, le mot d'ordre de « grève générale ». Dans les circonstances actuelles, c'est un sabotage du 1er mai et un sabotage de ce qui reste de l'organisation syndicale. Il semble qu'on veut recommencer les sottises du 1er août dernier. Les ouvriers des métaux, qui constituent la base principale du parti dans la région parisienne, vont-ils accepter une fois de plus des mots d'ordre sans signification, incompris de la grande masse des travailleurs, et se faire battre une fois de plus par le patronat et le gouvernement ?

Il y a dans les semaines qui viennent la possibilité de mener une lutte énergique contre une direction nuisible, dangereuse, sur une base très simple, très solide, non l'indépendance du syndicalisme, mais la nécessité de donner aux travailleurs pour le 1er mai quelques mots d'ordre simples, adaptés à la situation politique et économique. L'augmentation des salaires, la défense des huit heures, voilà des choses beaucoup plus à la portée des travailleurs, que la « politisation » des grèves et elles donneraient des résultats beaucoup plus utiles pour la défense de l'U.R.S.S. que l'achat de trois mitraillesuses ou le vote sans lendemain d'une motion de parrainage d'une caserne. Poussel, les militants des métaux,

OU SONT LES CELLULES ?

Les *Cahiers du Bolchevisme* de janvier publient des rapports kilométriques pour la Conférence Nationale du Parti. On y trouve de tout, des rodomontades et des platitudes. On y trouve même des aveux. Epinglons ceux qui ont trait à l'état organique du parti, car personne, hors nous, ne met plus le nez dans les *Cahiers*.

« Il nous faut jeter un cri d'alarme au sujet des cellules d'usines pour alerter tout le parti. En février 1928, nous accusions 56.000 membres, dont 17.000 groupés, dans 890 cellules d'entreprises, soit 31 %. En avril 1929, nous accusions 45.000 membres et nos cellules d'entreprises en groupaient 24 0/0... »

« Actuellement, notre effectif est d'environ 40.000 et le nombre de nos cellules d'entreprises est seulement de quelques centaines ; si l'on exceptait de ce chiffre les cellules de fonctionnaires, d'ouvriers à statut du personnel : cheminots, communaux, etc., il resterait un petit nombre de véritables cellules d'usines. Par exemple, dans la R. P. qui est la région de base du parti, sur 202 cellules dites d'usines, nous ne possédons qu'une dizaine de véritables cellules de grandes entreprises. Autre exemple : la région marseillaise donne 210 cellules, dont 30 d'entreprises, et sur ces 30, il y a 22 cellules de fonctionnaires ou de personnel à statut. Il reste donc huit véritables cellules d'usines... »

« Dans toutes les régions industrielles, notre effectif a baissé sensiblement. La R. P. accuse 1/3 en moins, l'Est 2/3, le Nord-Est 3/4 ; marseillaise 1/3, bordelaise baisse de moitié. »

Tout cela n'est pas mal pour réaliser, le 1er février la conquête de la majorité de la classe ouvrière, comme s'y engageait le ridicule « contrat d'émulation » de l'*Humanité* en décembre ! Et encore, tous ces chiffres sont-ils exagérés. En réalité, il y a 10 à 12.000 membres réellement inscrits et actifs dans le parti. De cellules d'usines, il n'y en a certainement pas 10 dans la R.P., mais peut-être 2 ou 3, et encore ce sont des cellules à cellules. On les a créées dans une certaine mesure, d'un conflit, immédiatement après le conflit, elles sont liquidées et on recommence à la prochaine occasion.

La direction jette un cri d'alarme ? Oui, bien longtemps après nous. De sa part, c'est un cri de frayeur devant les résultats de son beau travail : la promotion du 1er août, la « semaine de Lénine », et autres bluffs qui se traduisent par des baisses d'effectifs d'un tiers ou de la moitié. Et que fait la direction pour changer cela ? Rien, parce qu'elle ne veut pas en faire une question politique (elle a trop peur), mais seulement une question d'organisation.

Nous, nous disons : La situation du parti pose avant tout des questions politiques. La direction accuse les membres du parti de ne pas assez travailler, etc... C'est pour masquer sa mauvaise politique et en faire endosser les résultats piteux par les ouvriers du rang. Cette clique n'a même pas le courage de ses responsabilités. Il faut poser les questions politiques dans le parti et en dehors. Que chaque ouvrier s'exprime. Le parti est rongé de conflits et de tendances intérieures. Tout cela est recouvert par le jargon monolithique de l'*Humanité*. Mais il faut que cela s'exprime. Que les militants ne se laissent pas intimider par les bureaucrates lâches qui accusent toujours la base pour mieux voler leurs erreurs, leur bêtise et leur servilité aux ordres de Staline-Molotov !

Achetez toujours la « VERITE » au même marchand

bien d'autres, qui s'inquiètent du sort des organisations, de l'avenir du mouvement révolutionnaire, ont des responsabilités très grandes et peu de voies se présentent à eux. Le silence n'est pas précisément courageux ; la minorité syndicaliste est dans l'erreur et perd déjà du terrain (Tourcoing). La seule voie qui reste est celle de la lutte pour une ligne communiste juste du parti et pour une C.G.T.U. défendant bien les intérêts immédiats du prolétariat. C'est la position de la Fédération de l'Enseignement. Aux militants unitaires, aux militants communistes d'y réfléchir. — P. FRANK.

TRAVAIL SYNDICAL

Dans un précédent numéro, vous annoncez l'ouverture, dans la *Vérité*, d'un supplément à la tribune de discussion de l'*Humanité* ; je m'empresse de répondre à votre appel et je veux, tout d'abord, remarquer qu'on nous invite à discuter d'une manière assez singulière : « discuter » en vérifiant notre ligne, « discuter » et conclure que nous sommes sur la bonne route, ce qui a été définitivement décrété par le 6e Congrès ; il n'y a pas à y revenir... alors : discuter ?

D'accord avec l'opposition de gauche que vous représentez, je ne veux, pour ma part, qu'intervenir sur la question des luttes grévistes et politique syndicale du Parti et n'examiner ce sujet qu'à travers du mouvement des postiers et de la F.P.U. Pour le 1er mai 1929, quel fut le mot d'ordre de la F.P.U. ? Quel fut le travail d'éducation accompli à la base ?

Les postiers furent invités à se joindre aux manifestations des travailleurs, et on avait dit que seuls les ouvriers des lignes pourraient manifester comme il convient ; (*Bataille des P.T.T.*, 25 avril 1929) : situation spéciale de l'ensemble de la corporation, insuffisance d'éducation et de conscience de classe...

Donc, le 1er mai, jour de manifestation historique, passé dans la tradition de tout le mouvement ouvrier, les postiers, dans leur ensemble, et sauf les ouvriers, sont incapables de manifester ; et l'on croit pouvoir prétendre qu'ils sont suffisamment radicalisés pour comprendre et adopter un mot d'ordre de grève politique ! On s'obstine à mêler à leurs mouvements des revendications d'ordre purement politique et seulement susceptibles d'être présentées par des ouvriers entièrement gagnés à la lutte révolutionnaire ; en regard de cette impuissance à dresser les postiers dans une manifestation traditionnelle, on a complètement dédaigné de faire des réunions particulières, au cours desquelles on aurait pu expliquer ce qu'est le 1er mai, et le Parti communiste ne pouvait montrer plus complètement son incapacité gréviste de la F.P.U. (voir le 1er mai) ; il doit consister à savoir ce que l'on peut faire, à un moment donné, et à ne faire ni plus ni moins.

En ce qui concerne la grève de juin, appelée « grève des facteurs parisiens » (ce qu'elle fut en réalité), il faut se souvenir que cette protestation vigoureuse fut décidée à l'issue d'un meeting et devait toucher trois catégories d'employés : facteurs, chargeurs et manutentionnaires.

La grève de 24 heures fut un succès indiscutable pour les facteurs, mais un échec complet pour les chargeurs et les manutentionnaires ; dans les relations du mouvement, les responsables de la F.P.U. ont présenté uniquement le côté victorieux et ont tenu, sans doute, à omettre le côté défaite. En réalité, cette grève fut un mouvement spontané des facteurs de la Recette Principale, mouvement engagé pour des causes qu'une lettre ne peut suffire à examiner, mais que chacun reconnaîtra pour des revendications non politiques, s'il est au courant des faits (24 francs retenus, 191 suspensions).

La tenue de cette grève, les gains qu'elle apporta, sont redevables uniquement au caractère combattif, exceptionnel et local des facteurs parisiens ; cela est si vrai que pour les deux autres catégories, on ne peut soutenir sans bluff qu'elles ont participé au mouvement.

Cela ne doit pas nous faire oublier l'attitude des dirigeants confédérés, entièrement aux ordres de l'administration, bien que solidaires, par traîtrise et au meeting seulement, des grévistes de 24 heures.

Pour conclure, autant que le permet une étude aussi superficielle de ce mouvement, on peut dire que, d'une part, les résultats obtenus par les facteurs, l'allure même de leur grève, ont redonné confiance dans l'action directe, à l'ensemble des postiers, et que, d'autre part, la F.P.U. fut bien au-dessous de sa tâche, débordée par les événements, et que des erreurs furent commises (engagement de trois catégories seulement dans la bataille ; difficulté d'organisation de la grève sur le lieu même du travail à cause de son caractère catégorique, transposition des revendications économiques en protestations politiques).

Est-ce là l'excellence du rôle dirigeant du P.C. ? La direction du P. C. peut-elle, après cela, et sans rien changer à sa poli-

tique syndicale, revendiquer et imposer même son rôle dirigeant ?

Le 1er août ? Est-il même nécessaire de s'y arrêter pour notre corporation ? N'est-il pas évident pour tout le monde que non seulement les postiers n'ont pas manifesté (sauf de très rares exceptions pour tout le pays) mais encore que les appels pour le 1er août furent aussi plats, aussi inexplicables que ceux du 1er mai.

Il faut dire aussi que les postiers, bien que mécontents et touchés sérieusement par la circulaire Germain Martin, n'ont pas réagi avec la vigueur nécessaire.

Fin décembre, nouvelle claque retentissante : le Parlement porte le traitement de début de 8.000 à 8.500, grâce aussi à l'insuffisance de conscience de classe chez les postiers.

La F.P.U. a organisé le 4 janvier, à la Bourse du Travail, un meeting de protestation auquel assistaient 1.200 postiers, ce qui est bien peu pour une corporation comme la nôtre. Nous avons entendu la gamme habituelle : depuis les doutes sur le courage des masses absentes, jusqu'à la preuve de la radicalisation en passant par l'urgence de défendre l'*Humanité* et les organisations du prolétariat, l'imminence de la guerre, de la lutte armée contre l'U.R.S.S. et la prise du pouvoir par le prolétariat en 1930.

(L'apart : « 1930 sera la consécration de nos efforts, c'est-à-dire que nous battons le gouvernement de classe ». Dadot : « En 1930, le prolétariat se débarrassera de ses exploités. »)

En somme, souhaits de bonne année, bluff qui peut séduire momentanément, puis dégoûter moins momentanément les travailleurs.

Un postier.

LES DELEGUES D'ENTREPRISES DOIVENT ETRE DANS LA « LIGNE »

Lors de la première séance de la Conférence régionale du P.C., celui-ci fit grand bruit sur l'audition de délégations d'entreprises. Celles-ci devaient se faire entendre et donner des leçons de révolutionnarisme aux camarades, mais ces leçons eurent peu lors de l'entrée dans la salle d'un délégué de l'entreprise Leffèvre-Desplats, entrepreneur du Métro, sous prétexte que ce délégué a appartenu au P.C. pendant plusieurs années et qu'il l'a quitté écorché de la politique suivie ces temps derniers. Le camarade s'est vu flanqué à la porte sans aucune forme de procès, probablement parce qu'il n'était pas dans la ligne ; pourquoi alors faire tant de démagogie autour d'audition de délégués d'entreprises, dans un congrès du P.C. ou d'inorganisés dans des conférences syndicales, si vous en faites un choix ? Mieux vaut alors être franc et dire que vous ne voulez que des beni-oui-oui !

P. S. — Le camarade en question avait été régulièrement désigné par son entreprise, à la suite d'une convocation, pour représenter son chantier.

Dans le 4^e rayon

L'on ne peut qu'appuyer ce que la *Vérité* a inséré dans son dernier numéro, en ce qui concerne les effectifs du parti. Dans notre rayon on ne sait plus si un tel est encore membre du parti ou non, il règne une vague de pessimisme, les cellules sont mortes, deux à dix camarades au maximum assistent aux réunions de cellules. Aucune discussion sérieuse n'a lieu dans les cellules, l'on se met à jour puis l'on s'en va. Quant à l'exclusion de Gaulard, inutile de prendre cela au sérieux car ce camarade l'a cherché lui-même depuis le départ des 6 ; Gaulard était d'accord avec eux.

Quant aux municipalités communistes, aucun contrôle n'est exercé sur elles ; nous avons par exemple à Ivry un seul camarade qui dirige tout, et rien ne se fait sans sa compétence ! Rien d'étonnant après cela si l'exemple de Clichy se renouvelle.

Pourquoi l'*Humanité* se tait-elle sur l'exclusion de Piquemal ? Celui-ci devait faire la semaine dernière un compte rendu de mandat ; toutes les cellules existantes (entendons-nous) étaient alertées, pour chahuter probablement comme la réunion de Sellier Joly. Au dernier moment, Piquemal s'est refusé à faire son compte rendu de mandat. Quant à Salom, il a rejoint les six ; n'a-t-il pas vice-présidé une élection de « reine » dans le XIV^e arrondissement ? Voilà quelques exemples de dégradation du P.C. sous sa direction stalinienne.

Un camarade du 4^e rayon.

LA VIE OUVRIÈRE

DANS LA REGION PARISIENNE

Les récents mouvements des 500 ouvriers du bâtiment, de chez Gorgeon, entreprise du président de la Chambre syndicale patronale ; des quelques centaines de couseuses des Galeries Lafayette, ont échoué. Ceux des Thomson et des Alsthom, de la région parisienne, du Matériel téléphonique de Boulogne, ont eu le même sort. De même, les grèves des usines de pétrole d'Aubervilliers et de Pantin.

De cette série d'échecs, les dirigeants de la C.G.T.U. sont incapables de tirer les leçons. On peut constater dans la plupart de ces mouvements, une préparation, une ignorance profonde des conditions dans lesquelles ils se déroulent, une méconnaissance des précautions élémentaires indispensables.

Ainsi verra-t-on, dans le mouvement des ouvriers des Thomson et Alsthom, les dirigeants de la grève, ne connaissant pas le barème des salaires payés aux différentes catégories d'ouvriers, une liaison entre les usines de la même firme à peine existante, des noyaux syndicaux dans les usines très faibles au point de vue numérique et au point de vue de leur influence.

Par contre, on s'est livré à un déluge d'affirmations sur la « politisation » des grèves. Il s'agissait avant tout de démontrer, pour justifier l'« essor révolutionnaire des masses », le caractère politique des grèves. Les dirigeants de la C.G.T.U. singuliers communistes, viennent de découvrir que les grèves n'ont pas uniquement un caractère corporatif. Ils viennent de faire une autre trouvaille, l'Etat est au côté des patrons dans les grèves. C'est là aussi une nouveauté ! Et à l'aide de ces découvertes, ils s'imaginent compenser l'absence d'objectifs politiques dans les derniers mouvements. Ils y ajoutent les mises en scène du parrainage des régiments, des délégués venant apporter le salut du parti communiste aux grévistes, comme si ces petites comédies pouvaient masquer les vérités que les nombreux dirigeants des masses engagés.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des résistances se manifestent. Les dirigeants de l'Union syndicale de la métallurgie, syndicat qui depuis longtemps a le triste avantage de subir les expériences des plus folles et les plus contradictoires, sont accusés par de zélés majoritaires, de ne pas mettre assez d'empressement à considérer avant tout la « politisation » des grèves ; aussi les surveille-t-on de très près.

On connaît aussi le manque de scrupules des chefs majoritaires, lorsqu'il s'agit de faire des querelles de tendance au cours des luttes engagées par les ouvriers. On n'a pas oublié l'attitude du bureau confédéral, lors de la grève des dockers de Nantes. Ainsi, dans les derniers conflits des usines de produits chimiques à Aubervilliers et à Pantin, les dirigeants du syndicat unitaire ont été pris grossièrement à parti. On émet maintenant la prétention de rejeter sur eux les responsabilités de la fin malheureuse de ces conflits alors que les délégués confédéraux étaient sur place. Tout s'explique, les dirigeants du syndicat des Produits chimiques, quoique majoritaires, sont considérés comme étant assez liés à l'égard de la vraie « ligne ».

Dans les rangs majoritaires, de plus en plus, devant les réalisations toutes spéciales de la politique des chefs, ces derniers doivent s'attendre à des mécomptes.

A PROPOS DE LA GREVE DU « PETIT JOURNAL »

Au début de janvier, une grève avait éclaté dans les ateliers du *Petit Journal*, par suite du renvoi d'un ouvrier syndiqué. La solidarité de l'ensemble des ouvriers de cette maison avait obligé la direction à céder au bout de deux jours et à réintégrer l'ouvrier licencié. Mais la direction du *Petit Journal* mijotait sa revanche ; et le 24 janvier, elle jetait dehors sans façon, dix linotypistes syndiqués. Ses précautions étaient prises ; elle avait décidé de faire appel aux « ouvriers » des officines du boulevard Richard-Lenoir, pour tout dire, à la bande Poublanc.

Une fois de plus, l'ensemble des ouvriers du *Petit Journal*, près de 200, refusa d'accepter les procédés patronaux et

répondit par la grève. Il y eut quelques contacts assez violents avec les jaunes ; mais les dirigeants confédérés du Livre étaient pressés d'en finir. Dans une lettre envoyée au ministre du travail, Loucheur, lequel a de gros intérêts au *Petit Journal*, ils s'étonnaient que les sentiments « démocratiques » dudit Loucheur, aient pu permettre l'emploi des jaunes au *Petit Journal*. Malgré la qualité, dont on se doute, du travail exécuté par les jaunes, la direction ne voulait pas céder. Ce fut Loucheur qui mit fin au conflit par le moyen d'une commission d'arbitrage, acceptée avec empressement par les confédérés.

La commission d'arbitrage a pris une décision : les grévistes rentreront le 9 février au travail ; un sous-ordre de la direction, dont les ouvriers exigeaient le renvoi restera à son poste ; et les ouvriers d'une équipe, composant la *Chicago Tribune* verront examiner une demande d'augmentation de salaire à leur intention.

Mais en fait, huit renvois sont maintenus et la direction a, sur ce point, gain de cause. Cela n'empêche pas les confédérés de louer les méthodes conciliatrices de Loucheur, de la direction du *Petit Journal* et d'eux-mêmes. Ils sont comiques lorsqu'ils se félicitent que les bonnes relations entre les syndicats ouvriers et le syndicat patronal de la Presse parisienne seront maintenues. Après l'appel à Poublanc, ce n'est pas mal !

Il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur l'équipe qui compose le Conseil d'administration du *Petit Journal*. On y trouve des personnalités de marque.

D'abord le président Xavier Loisy. Ce monsieur cumule ; il est président ou administrateur des entreprises suivantes : Maison Bernot frères, Société algérienne d'éclairage et de force, Société lyonnaise de constructions de machines agricoles, Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, Crédit foncier de Madagascar, Compagnie générale des colonies, Etablissements Banania, Pêcheries Raynier, Messageries maritimes.

Le vice-président Georges Dubail se contente de présider le Conseil d'administration de l'Imprimerie et librairie administrative des chemins de fer.

Puis les administrateurs : Pierre Bergaud est administrateur des Galeries Bergues Petit et de l'Electricité Lille-Roubaix-Tourcoing.

Georges Forret est administrateur des Ateliers Neyret-Beylier et Piccard-Pitet, de la Compagnie du chemin de fer de Bayonne à Biarritz.

Francis Sarraute est administrateur de la Société Horne et Buire, de la Compagnie du Gaz de Lyon, de la Compagnie Lorraine de charbons pour l'électricité, de la Société hydro-électrique des Basses-Pyrénées, de la Force Motrice de la Loire, de la Société générale d'entreprises, des Etablissements Devlaine et Rougé, de la Société intercommunale d'éclairage.

Gabriel Guist'hau est administrateur des chantiers et ateliers de Saint-Nazaire, de la Compagnie Française des peintures et vernis, de la Compagnie nantaise de navigation à vapeur, des Chantiers de la Rochelle, du Comptoir franco-anglais d'exportation, de la Minerva (société roumaine des pétroles).

Enfin, René-Victor Manant se contente d'administrer également l'Electricité Lille-Roubaix-Tourcoing, et la Concorde. Mais il est en même temps député et actuellement sous-verge du requin Tardieu à l'intérieur.

Tels sont les personnages qui font appel aux jaunes du boulevard Richard-Lenoir contre les ouvriers syndiqués.

APRES LA GREVE DE BRIEY

Dans les *Cahiers du bolchevisme* de février, sous la signature de Simon, est paru un article sur la grève des mineurs de fer du bassin de Briey, qui a eu lieu à la fin de l'année dernière.

Après avoir indiqué l'importance de cette région pour l'économie française, région industrielle produisant 80 p. cent de la fonte, en France, occupant 40 à 50.000 métallurgistes et près de 20.000 mineurs de fer, — l'auteur fait un tableau particulièrement sombre des insuffisances du tra-

vail du parti et des syndicats dans cette région avant et pendant la grève.

Il reconnaît que « nous n'avions là, pour ainsi dire, aucune organisation, ni du parti, ni de la C.G.T.U. » Mais il estime que malgré les conditions difficiles de travail dans cette région, vivant sous la dictature du comité des forges, il pense « que d'immenses possibilités de lutte étaient données, si nous savions élargir notre contact avec les masses », lesquelles dit-il, avaient montré une grande combativité, notamment à Piennes, au moment du 1er août.

Il raconte comment fut décidé l'organisation d'un congrès des mineurs à Piennes, le 10 novembre, dont la préparation, fut selon lui, défectueuse et superficielle. Cela ne l'empêche pas de dire que ce congrès « eut un gros retentissement » bien que « peu de choses fut fait pour le faire connaître ».

Sur la grève qui fut ensuite déclenchée et qui réunît au total 3.000 mineurs, Simon reconnaît que les fautes des dirigeants furent nombreuses. Il écrit : « Une constatation d'abord, qui hélas n'est pas nouvelle, nous n'avons pas eu l'initiative du déclenchement de la lutte ; nous n'avons choisi ni le moment ni le lieu de l'attaque qui nous a surpris. » Pour tout dire, les ouvriers dépassaient, dit-il, par leur fougue les dirigeants de la grève. Il prend soin ensuite de dire que les délégués syndicaux du parti ont fait le maximum pour prendre la direction de la grève « mais il est certain que leur travail intense, même fébrile ne pouvait pas suppléer à un retard immense dans la mobilisation des masses et à un manque d'organisation rationnelle de la grève. »

Les revendications furent trop générales, mal adaptées à la situation particulière de la région. On avait repris le mot d'ordre de la fédération unitaire du sous-sol : cinq francs d'augmentation par jour ; mais le système du travail à la tâche, appliqué dans la région, en compliquant par son la répartition. On parlait du contrôle de la bascule sans spécifier qu'à Doulny, par exemple, la bascule n'existant pas. Quant aux revendications spéciales à la main d'œuvre étrangère très nombreuse dans cette région, elles étaient mal étudiées. On devait par exemple, dit Simon, exiger l'élection des délégués ouvriers à l'hygiène et à la sécurité, indifféremment par les ouvriers français et étrangers.

Pour tout dire, Simon qui paraît bien informé, indique que dans la région de Briey, « on était coupé des ouvriers à peu près totalement ». On a été débordé et submergé. On était à la traîne des ouvriers. Certes, Simon, en bon majoritaire qu'il est, ne pouvait nous faire grâce des habituelles déclarations sur la « politisation des grèves » de laquelle il espère beaucoup. Mais il faut surtout retenir de son étude la leçon commune à beaucoup de mouvements, que malgré toute la littérature sur la « radicalisation », « l'essor révolutionnaire des masses » et la « prise du pouvoir », les dirigeants de la C.G.T.U. responsables de sa politique, sont incapables de prévoir les mouvements revendicatifs et de s'appuyer, lorsque ceux-ci éclatent, sur des organisations sérieuses aux mots d'ordre s'inspirant de la situation et qui conduisent ainsi les ouvriers au succès. C'est la leçon de la grève de Briey.

DANS L'EST Belfort en lutte

Des milliers d'ouvriers sont toujours en lutte à l'Alsthom, malgré la défection d'une partie du personnel, rentré ces derniers jours. Le comité de grève a élaboré des contre-propositions demandant principalement, 0.50 d'augmentation horaire pour toutes catégories et aucune sanction pour faits de grève. Il demandait primitivement 0.75 d'augmentation horaire. La direction n'a pas même répondu. Elle sent des fissures dans le camp ouvrier et veut les exploiter à fond. Les confédérés ne cachent plus leur jeu. Ils s'en prennent ouvertement aux communistes « perturbateurs ». Un de leurs amis, Naegelen, membre du conseil municipal de Belfort, écrit sur le déclenchement du conflit : « Nos camarades socialistes et syndicalistes savent que la grève est une arme redoutable et qui toujours meurtrit le prolétariat ; et ils ne firent rien, au contraire, pour envenimer le conflit. » Ce que reprochent aux unitaires, les chefs confédérés, c'est d'avoir comme ils disent « envenimé le conflit » ; comme si les conditions de travail misérables des ouvriers de l'Alsthom ne fussaient pas amplement à « envenimer le conflit ».

Tardieu a déclaré, interpellé à la Chambre par Cachin sur la mise en état de siège de Belfort par les gardes mobiles, qu'il « fallait plus de générosité du côté patronal et plus de mesure du côté ouvrier ». Les patrons de Belfort n'ont pas pipé ! Les invitations de Tardieu, président du Conseil et député de Belfort, les ont laissés complètement froids. Le cofre-fort ne se laisse pas ouvrir par des « invitations » de ce genre. Par contre, Tardieu a donné sa « mesure ». Non seulement, ce qui est normal, il ne retire pas de Belfort, ses centaines de gardes mobiles, protecteurs armés du capital, mais il les fait charger comme des brutes sauvages, à plusieurs reprises, contre les grévistes.

Ces événements ne font pas l'affaire des chefs confédérés, pour qui le « désordre » dans Belfort est bien gênant. Ils espèrent une fin rapide du mouvement, une liquidation à leur manière et la cessation de l'influence des unitaires. Ils voient retarder leurs espérances et ils redoublent d'imprécations contre ces maudits unitaires, troubleurs de tranquillité. Les charges des gardes mobiles ont eu comme résultat le raffermissement des ouvriers en lutte. Le mouvement continue, mais escomptant la lassitude des ouvriers, le député radical de Belfort, Méhel, proposa le 12, sa médiation. Elle a été refusée par le comité de grève.

Les exploités, ouvriers et ouvrières de plusieurs usines textiles de Belfort, sont toujours en mouvement. Leurs salaires dérisoires, de 160 francs par quinzaine pour les ouvrières, ne suffisent pas à expliquer leur mécontentement à Naegelen. Pour lui, « ce sont les délégués de la C.G.T.U. qui ont fomenté la grève ! »

A Nancy, les confédérés expriment leur satisfaction. Ils sont heureux à un double point de vue ; ils ont pu liquider, avec de légers avantages, le mouvement des 1.500 ouvrières de l'usine de chaussures Lévy et surtout évincer les unitaires.

CLASSE

22

par ERNST GLAESER

remporte un éclatant succès car personne n'avait décrit avec un tel souci d'exactitude et une telle humanité, le drame que vécurent à l'arrière les femmes et les enfants pendant la guerre.

Traduction Cecile Knoertner et Joseph Delage

Un vol. : 15 francs

ÉDITIONS VICTOR ATTINGER

LA VIE DE L'OPPOSITION

Lettre aux camarades du groupe d'opposition du 15^e rayon

Chers camarades,

Notre groupe a décidé, à l'unanimité, dans sa séance du 31 janvier, de ne pas participer à la commission politique que vous devez réunir. Par suite nous n'assisterons pas non plus à la deuxième séance que vous avez convoquée.

1) Nous avons été convoqués par vous sur un ordre du jour précis. Malheureusement, cet ordre du jour n'a été suivi que dans sa forme, et non dans son fond. Formellement, il s'agissait de savoir si nous pouvions être d'accord avec les rapports que vous deviez présenter. En réalité, nous avons assisté à une attaque dénuée de tous principes de la part du *Libérateur* et du *Redressement*.

Nous regrettons sincèrement que vous n'ayez pas indiqué clairement, nettement, votre propre position sur les problèmes qui ont été soulevés. Nous pensons que vous avez cédé au désir de réaliser avant tout l'unité organique des éléments qui se réclament de l'opposition de gauche, en négligeant l'étude consciencieuse d'une véritable base de principes. Nous espérons que le déroulement de notre action et de la vôtre contribuera plus à nous unir que des discussions conduites exclusivement en vue de la participation du *Libérateur* ou de *Treint* à notre travail.

2) Nous estimons que l'unité de l'opposition ne peut être qu'une union acceptée de tous autour d'une action et d'une politique nette. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de s'unir organiquement si des divergences profondes, quant au passé et quant au présent, subsistent encore. Vous avez pu le constater lors de la première réunion : des divergences de premier plan nous séparent des autres groupes que vous aviez convoqués. Nous avons discuté principalement de l'étape actuelle de la lutte en U.R.S.S., du conflit sino-russe et de la question syndicale. Quelles actions en commun pouvons-nous mener avec ceux pour qui l'opposition russe a capitulé dans son ensemble en reniant tout son programme, mais qui offrent le bloc à Louis Sellier et Garchery ? Aucune. Quelle action pouvons-nous mener avec ceux pour qui l'U.R.S.S. défend en Mandchourie des « droits bourgeois », des « droits coloniaux », mais travaillent avec le parti national-autonomiste alsacien de Hueber ? Aucune. Et est-ce que nous pouvons développer une action commune avec des camarades qui soutiennent activement le *Cri du Peuple* et militent dans « le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme », tout en condamnant, en paroles, la position de syndicalistes purs ? Non, cela nous est impossible. Sur ces différents problèmes, nous nous demandons vainement ce qui rapproche les camarades du *Libérateur* de l'opposition de gauche.

3) Nous repoussons avec indignation les attaques qui ont été lancées contre nous au sujet des relations de la *Vérité* avec l'opposition russe. Les « hommages » à Trotsky n'effacent pas les rapprochements honnêtes entre l'autocratie de Staline et la « dictature » de Trotsky.

4) Nous pensons que si différents éléments continuent à se réclamer de l'opposition de gauche, il faut voir à l'épreuve des faits ce que vaut leur attitude. La discussion doit se continuer dans la presse. Les colonnes de la *Vérité* sont ouvertes à tous. Nous publierons tout article de discussion qui sera transmis. Mais nous ne pouvons admettre le contrôle sur la *Vérité* de camarades dont nous repoussons toute la ligne politique.

Chers camarades, nous croyons que l'activité de l'opposition est son meilleur terrain de délimitation. Sur les différents problèmes posés au mouvement communiste, la *Vérité* a eu des réponses justes. Il n'y a donc qu'à persévérer activement dans cette voie, comme nous le faisons. Dans cette direction, nous parviendrons, nous l'espérons, à nous entendre avec vous. En tout cas, c'est la seule voie où l'on puisse, en général, gagner du terrain et étendre l'influence de l'opposition de gauche. On nous dit : devant le danger de droite menaçant, P.O.P., etc., il faut s'unir. Mais, est-ce que nous avons attendu ce cri d'alarme pour agir ? Par la *Vérité*, nous avons tout de

suite pris position, nous avons dénoncé le P.O.P., nous avons édité un tract à ce sujet — alors que ceux qui ne voient qu'aujourd'hui le danger cherchaient à réaliser l'entente avec lui.

Nous comprenons l'unité de l'opposition de gauche comme une unité active autour d'une politique conséquente et définie. C'est tout à fait clair. Pour ce qui est des discussions nécessaires nous ne nous y sommes jamais refusés et la tribune de discussion de la *Vérité* est ouverte à tous d'une façon permanente. Nous pouvez et vous devez en user.

Nous vous demandons de suivre de près notre travail. Nous croyons qu'ainsi nous parviendrons mieux à nous entendre. Car l'opposition de gauche a besoin de se développer ; mais surtout sur la base d'une politique nette et sans contradictions.

Bien fraternellement.

Opposition communiste de gauche
(Groupe de Paris).

Le secrétaire : P. FRANK.

Le 20 février, paraîtra le n° 18 de

La "Lutte de Classes"

Un volume 80 pages : 2 francs

Le contenu de ce numéro de février de la *Lutte de Classes*, est particulièrement important. Aucun militant communiste ne peut se dispenser d'y recourir. Au moment où les événements d'Espagne et d'Allemagne viennent au premier rang de l'actualité internationale, nos lecteurs trouveront deux études sur le mouvement espagnol et une sur l'Allemagne. Dans l'une le camarade TARQUIN met au point la question de la crise de la dictature militaire en Espagne. Il y donne un tableau fidèle, une solide analyse marxiste des mouvements de classes qui ont amené l'avènement de la dictature de Primo de Rivera et de ceux qui déterminent aujourd'hui sa chute. Il corrige les fausses appréciations de l'Internationale Communiste sur le « fascisme » espagnol et trace les perspectives ouvertes dès maintenant à la lutte prolétarienne.

Dans une étude sur la crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol, le camarade LACROIX examine l'évolution depuis le coup d'Etat de Primo en 1923, de la tendance révolutionnaire prolétarienne qui est restée la plus importante en Espagne, malgré la constitution d'un parti communiste que les Staliniens ont aujourd'hui mené à la ruine. Il précise le rôle et les tâches des communistes dans le mouvement anarcho-syndicaliste.

L'article de LANDAU sur la situation politique de l'Allemagne et la crise du Parti Communiste allemand contribuera à donner des idées claires aux communistes sur les événements que la presse officielle et mensongère de notre parti déforme à plaisir.

Ce n'est pas un hasard si le mot crise revient dans le titre de ces trois articles. Une crise sérieuse se manifeste d'une façon permanente dans de nombreux pays capitalistes, et une crise beaucoup plus grave se développe dans le mouvement communiste international. Ces crises imposent à notre gauche communiste des devoirs de tous ordres dans la lutte ; il faut étudier à nouveau et remanier les bases idéologiques actuelles de l'Internationale Communiste et renouveler ses principes tactiques. Dans ce numéro, la *Lutte de Classes* publie un texte fondamental pour la compréhension historique du but que se propose la gauche du mouvement communiste par opposition au point de vue et à l'activité des centres directeurs officiels de l'Internationale Communiste. C'est un texte de Trotsky : *Qu'est-ce que la révolution permanente ?* L'article est composé d'une étude historique et théorique du problème, tel qu'il s'est posé au cours des révolutions de 1905 et 1917 en Russie et de 1925-1927 en Chine, et de thèses qui résument la position actuelle du problème. Tous nos camarades doivent étudier ce document.

Ce numéro 18 de la *Lutte de Classes* est complété par de nombreux articles et notes. Citons : *Grandeur et décadence de la grève générale en Angleterre* par SIZOFF ; *Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire* par ARIAT ; *Faenza-Milan* (sur l'étape présente de la lutte prolétarienne

contre le fascisme italien), par nos camarades de la gauche italienne ; *Lettre de Grèce* ; *Sur les exportations de capital en France*, etc., etc.

Ce mois encore, la *Lutte de Classes* a fait effort pour paraître sur 80 pages. Le bon accueil reçu par la revue en janvier nous l'a permis. Nous espérons qu'il en sera de même dans l'avenir, car 80 pages sont à peine suffisantes pour traiter sérieusement chaque mois les principaux problèmes d'éducation marxiste générale et de politique nécessaires.

Pour cela, il faut multiplier les abonnements ! Tous les lecteurs de la *Vérité* doivent comprendre l'importance de la diffusion de notre revue théorique. Ils doivent s'abonner.

Rappelons qu'à PARIS, la revue est en vente dans les principaux kiosques des quartiers ouvriers et
à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10e) ;
à la VÉRITÉ, 45, boulevard de la Villette, (10e) ;
à la LIBRAIRIE PICART, 59, boulevard St-Michel (5e).

POUR LA PROVINCE, il ne nous est pas possible actuellement de faire des dépôts. Nous demandons donc à nos amis de province de s'ABONNER DIRECTEMENT ou de nous indiquer des librairies dans lesquelles nous pourrions faire régulièrement un dépôt.

Abonnement : France : un an, 20 fr. ; six mois, 10 fr. — Etranger : un an, 30 fr. ; six mois, 15 francs.

Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris, 45, boulevard de la Villette (10e).

LES ÉDITIONS RIEDER
JOSEPH JOLINON
1929
à dédié
LES REVENANTS
DANS LA BOUTIQUE
Un Vol. 13 fr. 50
À
CEUX
DE LA DERNIÈRE
À
CEUX
DE
LA
PROCHAINE

LA VÉRITÉ est en vente le vendredi matin à Paris, en banlieue et en province

Depuis deux semaines, nous avons réorganisé et étendu la distribution du journal. Pour que notre effort donne son plein effet, la collaboration de tous les camarades de l'opposition de gauche est indispensable. Nous avons eu déjà l'occasion de dire ce que nous attendions d'eux dans ce domaine : chacun doit être un bénévole inspecteur de vente du journal. Il doit visiter les kiosques et librairies de son voisinage, s'assurer que la répartition est faite comme il faut, c'est-à-dire que tel marchand ne voit pas sa provision épuisée dès le vendredi, tandis que tel autre reçoit plus d'exemplaires qu'il n'en vend. Il faut aussi s'efforcer d'obtenir des dépositaires qu'ils affichent le journal. Tous les renseignements que nos amis nous communiqueront à ce sujet nous seront de la plus grande utilité, puisqu'ils nous permettront d'obtenir une bonne distribution du journal.

Nous avons avisé nos camarades de province que la *Vérité* était désormais mise en vente dans leurs villes par les soins des Messageries Hachette, leur demandant en même temps de nous indiquer les dépositaires les mieux placés pour la vente du journal et aussi de surveiller la distribution. Leur concours nous est particulièrement précieux, parce que, dans une grande mesure, tout lui dépend d'eux. Quelques-uns nous ont déjà répondu, mais d'autres ont négligé de le faire. Qu'ils nous envoient donc, sans plus tarder, les indications nécessaires.

Nous croyions être très à l'aise dans notre nouveau format et nous sommes encore contraints de laisser chaque vendredi des articles sur le marbre. C'est ainsi que l'article que nous avons annoncé sur les scissions syndicales en Tchécoslovaquie, et qui est d'un intérêt immédiat, doit cette fois encore attendre, ainsi qu'une lettre de Barcelone et deux contributions de lecteurs particulièrement intéressantes. La question de l'agrandissement du journal reste donc toujours posée et sa réalisation dépend uniquement des efforts des camarades de l'opposition pour nous seconder.

SOUSCRIPTIONS REÇUES :

Madrange, 10 fr. ; Un abonné (Seine-et-Oise), 10 fr. ; Wito, 25 fr. ; Un abonné breton, 15 fr. ; Bernard, 5 fr. ; Denise, 50 fr. ; Un ami de la *Vérité*, 500 fr. ; Vacher, 7 fr. ; Deux membres du Parti (7^e rayon), 20 fr. ; Liste 38, remise par Meiche, 115 fr. ; Paisny, 10 fr. ; Liste 39, remise par C. N., 150 fr. ; Frank, 50 fr. ; Lemoine, 5 fr. ; Courdavault, 5 fr. ; Collectes aux réunions du groupe, 62 fr. ; Collecte à la réunion pour la commémoration de la mort de Lénine, 113 fr. — Total : 1.152 fr.

Total général : 8.310 francs.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Mémilmontant 73-26

ERICH-MARIA REMARQUE

A L'OUEST RIEN DE NOUVEAU

440^e Mille

1 vol. : 12 fr.

LIBRAIRIE STOCK
PARIS